



**Un aperçu de la situation globale de l'itinérance et
stratégies pour un changement systémique**

Table des matières

Introduction	3
Définition de l'itinérance.....	4
Causes, facteurs de risque et impacts de l'itinérance.....	6
Urbanisation et migration rurale urbaine	7
Expulsions	9
Chômage et sous-emploi	10
Abus de substance	10
Maladie mentale	11
Santé.....	12
Violence	12
Démographie.....	13
Jeunes LGBT.....	13
Ethnicité et race	14
Personnes âgées	14
Les familles	15
Grands débats sur l'itinérance.....	15
Criminalisation et application de la loi.....	15
Droit au logement	17
Stratégies efficaces pour un changement systémique : politique et pratique.....	18
Construire un système bien coordonné qui prévoit des résultats	19
Cibles claires.....	20
Coordination entre les systèmes	20
Utilisation de données nationales et locales.....	22
Modèles de prévention, d'intervention d'urgence et d'hébergement	23
Réduction des dangers et logement d'abord.....	23
La prévention.....	24
Réponse d'urgence	25
Hébergement et soutiens	26
Hébergement et soutiens : assistance locative et bons d'achat de logement	26
Hébergement et soutiens : relogement rapide	27
Hébergement et soutien : Logement supervisé permanent.....	27
Ressources, cadres juridiques et politiques.....	28
Cadres juridiques et politiques	28
Ressources	29

Lacunes et opportunités	31
Conclusion	33
Bibliographie.....	34

Introduction

Le phénomène de l'itinérance est un problème mondial. Le Programme des Nations Unies pour les établissements humains estime que 1,1 milliard de personnes vivent dans des logements inadéquats et les meilleures données disponibles suggèrent que plus de 100 millions de personnes n'ont aucun logement (Bureau du Haut-Commissariat, 2001). C'est un problème qui se situe au croisement de la santé publique, de la violence familiale, de la maladie mentale, de l'urbanisation, de la discrimination raciale, de l'accès au logement et aux infrastructures relatives, et du chômage. Cependant, c'est un problème qui peut être résolu avec la bonne combinaison des programmes d'interventions, des systèmes locaux bien coordonnés et des politiques efficaces. Nous savons que l'itinérance est un problème qu'on peut résoudre, parce qu'il y a des villes qui l'ont déjà enrayeré. D'autres ont vu des réductions significatives du nombre de sans-abri parmi certaines populations ciblées, comme les personnes sans-abri chroniques ou les anciens combattants.

En termes généraux, les processus et les interventions nécessaires pour mettre fin au problème des sans-abri sont connus, bien qu'il y ait des adaptations nécessaires se rapportant aux contextes culturels, politiques et géographiques. Certains défis, tels que ceux qui entourent la migration rurale urbaine, sont plus fréquents dans les contextes de développement ; d'autres, comme l'itinérance chez les anciens combattants, sont plus courants en Amérique du Nord. Cependant, divers modèles émergent dans de nombreux pays en ce qui concerne les personnes sans domicile et les obstacles à surmonter pour mieux faire face à ce phénomène. Ce sont des problèmes complexes qui nécessitent des solutions partagées appropriées aux contextes locaux.

Ce document traitera de la définition, de la démographie, des principaux thèmes, des solutions connues et des questions non répondues sur le phénomène de l'itinérance à l'échelle mondiale. Premièrement, il explorera la nécessité d'un vocabulaire partagé et suggérera l'utilisation du Cadre mondial de l'IGH (Institut de l'itinérance Globale) pour la compréhension de ce phénomène. Ce cadre pose la base d'où l'on peut puiser les données comparables pour comprendre la portée du problème des sans-abri dans un lieu donné. Le document exposera ensuite ce qu'on sait déjà sur l'itinérance au niveau mondial, y compris les causes profondes et les données démographiques clés. À partir de là, le document traitera des principaux débats et thèmes du problème mondial de l'itinérance, tels que la criminalisation et les questions de droits et d'application de la loi. Les sections finales examinent les stratégies efficaces pour un changement systémique et identifient les lacunes et les opportunités de réussite durable.

Définition de l'itinérance

À l'échelle mondiale, l'itinérance connaît des définitions variées et parfois contradictoires. Cette absence de vocabulaire partagé conduit à une politique ambiguë, à une difficulté de compréhension de sa portée et à un manque de données analogues. Dans certains pays, les recensements nationaux s'appuient sur une définition tandis que les États s'appuient sur une autre. Par exemple, selon le recensement national indien de 2011, est considéré comme sans-abri quiconque vivant ailleurs que dans une « maison de recensement », cette dernière étant définie comme une « structure avec un toit ». Mais certains États indiens utilisent des définitions plus nuancées. C'est le cas de l'État du Karnataka qui utilise une définition comportant cinq catégories et inclut les familles et les individus qui passent la nuit sur leur lieu de travail (Mahamallik, 2016 ; European Action Coalition for the Right to Housing and to the City, 2016).

De plus, les définitions nationales sont souvent incompatibles entre elles. En Corée du Sud, la communauté des sans-abris est divisée en « vagabonds » et « personnes dormant dans les rues ». En Russie, le Corps législatif définit le terme sans-abri comme des personnes sans domicile fixe ni lieu de séjour ; la Grèce se réfère simplement à « un logement insuffisant » sans préciser ce qui est qualifié d'insuffisant ; et le Zimbabwe considère comme sans domicile toute personne qui ne possède pas sa propre maison dans une zone résidentielle approuvée.

En 2015, l'Institut de l'Itinérance Mondiale (IGH en anglais) a chargé trois experts internationaux en mesure de l'itinérance de relever ces défis. Les professeurs Volker Busch-Geertsema, Dennis Culhane et Suzanne Fitzpatrick¹ ont travaillé avec des experts de trente pays sur six continents pour créer le Cadre mondial pour la compréhension de l'itinérance de l'IGH, lequel cadre offre un vocabulaire partagé pour la comparaison et la discussion même lorsque les pays sont confrontés à différents types, différents niveaux ou sous-ensembles de l'itinérance.

Le Cadre s'inspire de la typologie européenne de l'itinérance et de l'exclusion liée au logement (ETHOS), développée par la Fédération Européenne des organisations nationales travaillant avec les sans-abri (FEANTSA) et l'Observatoire européen sur l'itinérance (EOH); des travaux de Graham Tipple et Suzanne Speak, chercheurs sur la définition et la mesure de l'itinérance dans des contextes en développement; de recherches sur l'itinérance dans des contextes nationaux spécifiques et de la conférence de 2015 sur l'itinérance dans un paysage mondial, organisée par l'IGH pour consulter 100 chercheurs et praticiens et recevoir leurs commentaires sur le cadre.

¹ Au moment de cette recherche, Volker Busch-Geertsema était chef de projet à l'Association pour la Recherche Sociale Innovante et la Planification Sociale (GISS) et chef de l'Observatoire Européen sur l'itinérance. Le professeur Dennis Culhane était Directeur de la Recherche au Centre National sur l'itinérance chez les anciens combattants et professeur à l'Université de Pennsylvanie. La professeure Suzanne Fitzpatrick était professeur de logement et de politique sociale à l'Institut de politique sociale, du logement, de l'environnement et de l'immobilier (I-SPHERE).

Plutôt que de prescrire une définition stricte à adopter partout, le Cadre englobe trois grandes catégories de personnes pouvant être considérées comme sans-abri, définies comme « n'ayant pas accès à un logement minimum adéquat ». N'importe quel pays ou ville peut adopter les catégories du cadre qui reflètent le mieux leurs propres conditions locales afin d'exprimer avec clarté et précision la portée et la nature du problème dans leur communauté.

Le Cadre divise les populations pertinentes en trois grandes catégories pour permettre une large application même à travers les disparités entre les contextes économiques, culturels et institutionnels. Les catégories évitent de prescrire une notion uniforme de ce que le « logement » doit être ou ce à quoi il doit ressembler, car ce concept est ouvert à l'interprétation culturelle et, s'il est défini de manière restrictive, peut exclure un trop grand nombre de personnes pour une utilisation pratique.

Personnes sans logement	Personne vivant dans un logement temporaire ou en situation de crise	Personnes vivant dans des logements gravement inadéquats et insécurisés
<p>1A Personnes dormant dans les rues ou dans d'autres espaces ouverts (tels que des parcs, des remblais de chemins de fer, sous des ponts, sur des trottoirs, sur des berges de rivières, dans des forêts, etc.)</p> <p>1B Personnes dormant dans des espaces publics couverts ou des bâtiments non destinés à l'habitation humaine (tels que les gares routières et ferroviaires, les stations de taxis, les bâtiments abandonnés, les bâtiments publics, etc.)</p> <p>1C Personnes dormant dans leurs voitures, les embarcadères, les bateaux de pêche ouverts et d'autres moyens de transport</p> <p>1D « Habitants de la chaussée » - individus ou ménages vivant dans la rue à un endroit régulier, généralement avec une forme de couverture de fortune</p>	<p>2A Personnes séjournant dans des refuges de nuit (où les occupants doivent renégocier leurs logements tous les soirs)</p> <p>2B Personnes habitant des refuges pour sans-abri et d'hébergement temporaire pour les sans-abri (où les occupants ont un lit ou une chambre désigné/e)</p> <p>2C Femmes et enfants vivant dans des refuges pour ceux qui fuient la violence domestique</p> <p>2D Personnes hébergées dans les camps fournis aux gens en déplacement internes, ceux qui ont dû abandonner leur toit à la suite de conflits armés, de catastrophes naturelles ou humaines, de violations de droits de l'homme, de projets de développement, mais qui n'ont pas franchi les frontières internationales</p> <p>2E Personnes vivant dans des camps centres ou centre d'accueil/hébergement temporaire pour demandeurs d'asile, réfugiés et autres immigrants</p>	<p>3A Personnes logeant chez des amis et des parents de façon temporaire</p> <p>3B Personnes vivant sous la menace de la violence</p> <p>3C Personnes vivants dans des hôtels bon marché, chambres d'hôtes et similaires</p> <p>3D Personnes tapies dans des logements conventionnels</p> <p>3E Personnes vivant dans des logements conventionnels inappropriés à l'habitation humaine</p> <p>3F Personnes vivant dans des roulottes, des caravanes et des tentes</p> <p>3G Personnes vivants dans des conditions extrêmement surpeuplées</p> <p>3H Personnes vivant dans des bâtiments non conventionnels et structures temporaires, y compris ceux qui vivent dans des bidonvilles/quartiers informels</p>
SECTEUR D'INTÉRÊT DE L'IGH EN GRAS		

Pour le but du présent document, le terme « sans-abri » sera utilisé pour désigner les familles et les personnes qui relèvent des catégories 1A - 2C du Cadre. Nous avons décidé de nous concentrer sur ce groupe parce que ces types « d'itinérance littérale » sont généralement plus répandus dans les pays et les continents que plusieurs des autres catégories, qui s'appliquent souvent à des régions spécifiques. Bien qu'ils se situent à l'extrémité du spectre

de la privation de logement, ces groupes sont souvent négligés dans les discussions aux niveaux mondial et local.

Cependant, en rétrécissant la portée de ce document à ces catégories, nous ne voulons pas suggérer que d'autres catégories ne peuvent ou ne doivent pas être considérées comme sans-abri dans des contextes locaux.

Causes, facteurs de risque et impacts de l'itinérance

Bien que les classifications varient selon les pays, l'itinérance peut généralement être divisée en catégories à long terme, plus ancrées et à plus court terme. Les chercheurs américains Randall Kuhn et Dennis Culhane ont identifié trois catégories d'itinérance : l'itinérance chronique, qui décrit les personnes dont l'expérience est ancrée dans le système des refuges ; l'itinérance transitionnelle, qui décrit les individus dont l'expérience consiste à utiliser le système des refuges comme un tremplin relativement bref pour trouver un logement permanent ; et l'itinérance épisodique, qui décrit les personnes qui entrent et sortent fréquemment de cette situation sur une longue période (Kuhn et Culhane 1998). Aux États-Unis, ceux qui expérimentent l'itinérance à long terme constituent le plus petit groupe d'utilisateurs de services aux sans-abris, mais ils sont responsables d'une utilisation disproportionnée des services et de coûts connexes (Culhane and Metraux 2008). Il y a des indices prouvant que cela est également vrai à l'extérieur des États-Unis, par exemple en Europe et au Canada.

Sous quelle que soit la forme, l'itinérance se produit parce que les gens n'ont pas accès au logement et au soutien dont ils ont besoin. Cela peut être le résultat de facteurs économiques et socio-structurels, tels que la pénurie de logements abordables, l'extrême pauvreté et la discrimination ; cela peut se produire lorsque les systèmes de soins et de soutien échouent et cela peut survenir en réponse à des facteurs individuels ou relationnels, tels qu'une relation violente ou un traumatisme personnel (The Homeless Hub 2013). La cause immédiate est souvent un choc exogène, comme une crise de santé, un manque d'emploi inattendu ou une perte brutale de logement due à une expulsion ou à la violence domestique. Mais les facteurs socio-structurels rendent certaines personnes particulièrement vulnérables et les lacunes dans les systèmes de protection sociale et de services d'aide aux sans-abris peuvent prolonger l'itinérance et rendre plus difficile le fait de rester logé.

Déficits de logement et accessibilité

À mesure que les villes se développent, le besoin de logements abordables ne suit pas souvent le rythme. À Londres, où la population a atteint 8,6 millions de personnes et devrait continuer à croître, la pénurie de logements est urgente : l'hôtel de ville estime que jusqu'à 62 000 nouvelles maisons par an seraient nécessaires pour répondre aux besoins actuels et futurs (Office of the Mayor of London 2014). Cela est particulièrement vrai dans des pays comme l'Inde où la croissance démographique dans les centres urbains a dépassé celle des

logements, et dans des villes de Russie où les plus grandes quantités de logements sont souvent situées en périphérie des villes (Becker, Mendelsohn and Benderskaya 2012).

Même aux endroits où les promoteurs sont tenus de garder un pourcentage de nouvelles unités abordables, les salaires n'ont souvent pas augmenté parallèlement au coût de la vie. En Australie, les prix des maisons ont augmenté d'environ 2,7 pour cent par an, alors que les salaires n'ont augmenté que de 1,9 pour cent par an (Yates 2008). De plus, l'avènement de ce que l'Australie appelle des « frais d'infrastructure » (connus sous le nom de « frais d'impact » aux États-Unis, « frais de développement » au Canada, « profit/obligation de planification » au Royaume-Uni, et « exactions » en Inde) augmentent les coûts de développement pour les entreprises et ont contribué à la hausse des coûts pour l'acheteur / locataire (Bryant and Eves 2014).

La *Coalition Nationale pour le logement des personnes à faible revenu* rapporte que dans aucun État américain une personne travaillant à plein temps au salaire minimum fédéral ne peut se permettre un appartement d'une chambre à loyers équitables. Ces chiffres sont calculés à l'aide des « salaires du logement », le salaire par heure qu'un travailleur à temps plein doit gagner pour s'offrir une maison de location modeste et sécuritaire sans dépenser plus de 30% de son revenu en loyers et en coûts d'utilité (National Low Income Housing Coalition 2016). En 2016, ce nombre aux États-Unis était de 16,35 \$ l'heure pour un logement d'une chambre à coucher ou de 20,30 \$ l'heure pour un logement de deux chambres ; le salaire minimum fédéral est de 7,25 \$ l'heure.

Au-delà du loyer, l'accessibilité comprend les coûts de la vie, les coûts d'énergie, les coûts de transport ou l'accès au transport en commun. Les prix des logements ont tendance à diminuer davantage à partir des pôles centraux d'activité, mais il est en de même pour l'accès. À mesure que les gens s'éloignent, ils peuvent être confrontés à un manque de transport en commun et à des déserts alimentaires qui nécessitent des dépenses de transport supplémentaires, comme l'assurance automobile, le stationnement, le carburant et l'enregistrement. Une étude menée en 2015 aux Pays-Bas a indiqué que les ménages à faible revenu payaient le pourcentage le plus élevé de leur revenu à ces dépenses associées au logement (Haffner et Boumeester 2015).

Urbanisation et migration rurale urbaine

L'urbanisation rapide et la croissance de la ville ont attiré des segments de la population rurale vers les centres urbains. La population mondiale était répartie également entre zones rurales et zones urbaines pour la première fois en 2008. D'ici 2050, 70% de la population mondiale devrait être concentrée dans les zones urbaines (Population Reference Bureau 2009). Ces augmentations de population dans les zones urbaines peuvent s'accompagner de déficits de logement et de services sociaux insuffisants ou surchargés.

Dans des villes indiennes comme Delhi, Mumbai, Chennai et Kolkata, l'urbanisation rapide et non planifiée a fait que jusqu'à un cinquième des citoyens résident dans des espaces marginalisés, soit dans des quartiers informels ou dans les rues (Singh 2017). La moitié de

la population totale de l'Afrique subsaharienne vit dans les villes ; une grande partie de cette croissance est liée à la migration des zones rurales vers les zones urbaines et se produit dans les bidonvilles (Yeboah, Codjoe et Maingi 2013). Dans le sud de la Chine, l'apparition (et la destruction) de logements temporaires construits illégalement reflète un décalage entre le besoin et la disponibilité du stock de logements.

Les modèles de migration rurale urbaine peuvent être volontaires ou involontaires. Les migrations involontaires sont souvent le résultat de populations expulsées de leurs communautés pour faire de la place au développement et à l'infrastructure; la réinstallation volontaire se produit en réponse à l'attraction d'opportunités économiques, telles que l'emploi (Kaida et Tofail 2015). Bien que les populations des deux catégories soient exposées au chômage, à l'insécurité alimentaire, à la perte d'éducation et à l'isolement social, les formes de ces risques sont variées.

La réinstallation involontaire peut affecter tant les populations urbaines que rurales, mais des études ont montré que le déplacement des milieux ruraux vers les environnements urbains est parmi les plus traumatisants. L'étude de Kaida et Tofail en 2015 au Bangladesh montre que les migrants ruraux-urbains sont confrontés à « des risques intensifs d'appauvrissement dus à la non-possession de terres, d'itinérance et de morbidité accrue par rapport à la réinstallation urbaine-urbaine et rurale-rurale », ce qui s'explique, entre autres, par le fait que les migrants sont moins familiers avec les défis de la vie en milieu urbain. Le manque d'éducation ou de formation adéquate peut empêcher l'accès aux opportunités sociales, éducatives et économiques qui ont attiré les migrants vers les villes, ce qui se traduit par des emplois mal rémunérés et instables.

La migration rurale-urbaine est plus fréquente mais pas exclusive aux milieux en développement. Selon un sondage sur les Autochtones sans-abri dans les Territoires du Nord-Ouest du Canada, le marché du travail viable pour les migrants ruraux-urbains se rétrécit à un emploi « très variable, saisonnier et peu rémunéré », et peut mener à un loyer impayé et, finalement, à l'expulsion (J. Christensen 2012).

Ces dernières années, la Chine a signalé plus de 200 millions de migrants ruraux vers les villes, dont beaucoup sont exclus des systèmes de protection sociale et économique ; ils sont considérés comme des vagabonds illégaux plutôt que comme une population ayant besoin de soutien social (Tipple and Speak 2005). En outre, les migrants qui maintiennent leur enregistrement de logement rural se voient souvent refuser l'option d'un logement social ou subventionné par l'État (Moya 2012). Au Ghana, les trois raisons les plus fréquemment invoquées pour expliquer la migration volontaire rurale urbaine sont la pauvreté, le manque d'opportunités d'emploi et la perturbation familiale, et la majorité de ces migrants sont incapables de trouver un logement (De-Graft Aikins and Ofori-Atta 2007). Au Cambodge, des rapports ont signalé que les familles ayant perdu des terres au profit des plantations à grande échelle sont poussées vers Phnom Penh à la recherche de nouvelles sources de revenus, mais ne possèdent souvent pas les documents d'identité requis pour un emploi rémunéré au Cambodge, par conséquent, nombre d'entre elles demeurent sans travail ou sans logements.

En Inde, la migration rurale urbaine comprend les migrants permanents, semi-permanents et saisonniers. Les migrants saisonniers suivent généralement des emplois tels que la fabrication de briques, la construction et la coupe de cultures, et resteront dans les centres urbains de quel que soit l'endroit entre deux mois et un an, tout en envoyant des remises chez eux. Ces migrants ne peuvent souvent pas payer le loyer requis pour habiter dans des bidonvilles, et ainsi, ils vivent « sur leur lieu de travail, dans les boutiques et dans les zones ouvertes de la ville » jusqu'à leur retour à la maison (Abbas and Varma 2014).

Expulsions

Les expulsions se produisent pour plusieurs raisons : non-paiement du loyer, activité illégale, dommages matériels, expiration du bail et violation du bail. Aux États-Unis et à Hong Kong, allant des invités prolongés jusqu'aux plaintes pour nuisance et bruit, n'importe quoi peut constituer une violation du bail. En Russie, le langage cite simplement une « cause valable », qui est laissée à la discrétion du tribunal (EAC 2016). Dans la ville américaine de Milwaukee, la troisième plainte de nuisance la plus fréquente est celle liée à la violence domestique et implique une partie qui ne vit pas à la maison mais qui est venue harceler ses occupants. Entre 2008 et 2015, l'Espagne a atteint une moyenne maximale de 532 expulsions par jour. L'Angleterre et le Pays de Galles ont signalé 42 000 expulsions en 2014 dans le secteur du logement social et privé (EAC 2016).

Les chiffres ci-dessus ne tiennent pas compte des expulsions illégales forcées. En 2013, les tribunaux kenyans ont statué que l'expulsion forcée sans fournir de logement ou d'indemnisation était illégale, mais n'a pas prévu de législation pour faire appliquer cette décision (Miyandazi 2015). De même, les mouvements du gouvernement zimbabwéen pour démolir les colonies illégales ont laissé des centaines de milliers de personnes vulnérables sans domicile, malgré une garantie constitutionnelle de sécurité contre l'expulsion sans ordonnance du tribunal (Human Rights Watch 2005). Mais les expulsions illégales ne sont pas toutes des démolitions de masse ; elles prennent souvent la forme de propriétaires qui changent les serrures, harcèlent les locataires et les menacent de violence s'ils ne déménagent pas. Dans ces cas, la charge de la preuve, le temps d'audience et les frais d'avocat peuvent empêcher les locataires d'intenter une action en justice.

Bien sûr, toutes les expulsions ne mènent pas à l'itinérance, et toutes les personnes expulsées ne se retrouvent pas dans la rue ou dans les refuges. Les personnes ayant accès à d'autres options abordables, aux économies d'urgence ou aux membres de la famille qui peuvent aider pendant la transition peuvent ne pas connaître d'itinérance. Bien que de nombreuses personnes sans-abri aient également été expulsées et déclarent que l'expulsion est la principale raison de leur itinérance, les individus épuisent presque toujours d'autres options avant de passer une nuit dans la rue (Gottesman 2007). Cela peut signifier dormir chez des membres de la famille et des amis avant de manquer d'options. Autrement dit, de nombreuses personnes sans-abri ont été expulsées, mais toutes les personnes expulsées ne deviennent pas forcément itinérantes.

Chômage et sous-emploi

Les obstacles à l'emploi prennent plusieurs formes : manque d'emplois adéquats, antécédents judiciaires, maladie et antécédents d'emploi irréguliers. De plus, la réalité quotidienne de l'itinérance est elle-même un obstacle, car les personnes qui n'ont pas accès à la buanderie, aux douches, à l'espace pour dormir adéquatement et à la technologie requise éprouvent des difficultés à soumettre des demandes et à mener des entrevues réussies. Ce, sans parler des exigences mentales de l'insécurité du logement qui rendent plus difficile le bon fonctionnement sur le lieu de travail (Poremski, Whitley and Latimer 2014).

En Espagne, 75,7% des personnes sans domicile en 2005 étaient sans emploi, et 49,6% d'entre elles cherchaient constamment un emploi tout en cherchant un logement stable (Fundación San Martín de Porres 2007). Une étude menée en 2007 au Canada a montré que les familles à faible revenu contraintes de déménager dans de nouvelles communautés en quête d'un nouvel emploi couraient un risque élevé de devenir sans-abri. Cette étude a conclu que le logement et l'emploi « sont directement liés, ayant tous deux un impact direct sur le bien-être des individus, des familles et de communautés entières » (Shier, Jones and Graham 2012).

Il est important de noter que dans chaque région, de nombreuses personnes sans-abri travaillent. Incapables de trouver un emploi formel, beaucoup se tournent vers l'économie informelle pour obtenir un revenu, en particulier dans les contextes en développement. Ce travail non déclaré peut représenter jusqu'à 20% du PIB national de certains pays d'Europe méridionale et orientale, ainsi que 48% de l'emploi non agricole en Afrique du Nord, 51% en Amérique latine, 65% en Asie et 72% en Afrique subsaharienne. Mais ces chiffres peuvent augmenter fortement lorsque l'on considère l'économie agricole - en Inde, l'économie informelle peut représenter jusqu'à 90% du PIB (Brusa 2007). La Banque mondiale a estimé en 2007 que l'économie informelle représentait en moyenne 13,4% du PIB des pays à revenu élevé de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques - OCDE (Schneider, Buehn and Montenegro 2010).

Abus de substance

Une étude réalisée en 2008 à Melbourne, en Australie, a montré que 43% des sans-abri échantillonnés étaient aux prises avec la toxicomanie ; pour un tiers, ces problèmes sont antérieurs à leurs expériences avec l'itinérance. Pour les deux tiers restants, ils se sont développés pendant leur passage dans la rue (Johnson and Chamberlain 2008). Dans le dénombrement ponctuel de l'itinérance aux États-Unis en 2013, un sans-abri sur cinq a déclaré souffrir d'un trouble chronique de consommation de substances. Il est généralement admis que cette proportion est plus élevée chez les personnes qui souffrent d'itinérance chronique. Une autre étude, menée dans l'Illinois, a indiqué qu'un « modèle multidirectionnel » décrit le mieux l'interaction entre la toxicomanie et l'itinérance, plutôt qu'une simple relation de cause à effet (Johnson, et al. 1997).

Un élément compliqué de cette relation est l'interaction entre la toxicomanie et le soutien social : à mesure que le cercle social et le réseau de soutien se rétrécissent en réponse à la consommation de substances, la vulnérabilité à l'itinérance augmente. La toxicomanie joue un rôle essentiel dans la rupture des liens sociaux et des relations institutionnelles, ce qui à son tour limite l'accès à un logement en situation de crise (Vangeest and Johnson 2002). De plus, la consommation de substances peut rendre plus difficiles les obligations sociales et économiques, comme l'emploi, et constituer un obstacle aux services de logement assortis de conditions de sobriété. (McAll, et al. 2013)

D'autres perspectives suggèrent que les drogues et l'alcool sont un mécanisme d'adaptation pour la vie dans la rue. Les jeunes semblent être particulièrement vulnérables à ce genre d'adaptation. Une étude récente sur les « enfants vivant dans la rue » à New Delhi a révélé qu'un degré élevé de toxicomanie résulte de la coercition par les pairs ou de l'évasion (Dilip 2017).

Maladie mentale

La difficulté à avoir accès à des soins et à des médicaments réguliers, la prévalence des déclencheurs d'épisode ou de cycle et la difficulté accrue de conserver un emploi stable pendant un épisode rendent les personnes atteintes de maladies mentales particulièrement vulnérables à l'itinérance chronique (Organisation Mondiale de la Santé 2009; Fazel, et al. 2008).

La maladie mentale peut rendre plus difficiles les possibilités de sortir de l'itinérance, car la maladie mentale est largement stigmatisée et peut nuire à la capacité d'une personne de naviguer dans les systèmes de services. Cela est particulièrement vrai quand la stigmatisation conduit les individus à ne pas chercher de traitement (Rowe, et al. 2001). Les maladies mentales courantes incluent la dépression, le trouble bipolaire, la schizophrénie, et le syndrome de stress post-traumatique souvent observé chez les anciens combattants et les victimes de violence domestique et sexuelle (Lincoln, Platcha-Elliott and Espejo 2009).

Une partie du problème est le taux élevé de comorbidité au sein des populations d'individus sans domicile souffrant de maladie mentale avec d'autres problèmes débilissants, tels que la toxicomanie, qui souvent ne sont pas traités. 80% des personnes ne recevaient pas de services de traitement de la toxicomanie et 50% n'obtenaient pas de services de santé mentale, ce qui rendait souvent inefficaces les traitements qu'elles recevaient (Pearson and Linz 2011).). De nombreux programmes exigent de la sobriété avant d'accéder aux services, et le couplage de la toxicomanie avec la maladie mentale peut compliquer l'accès aux soins pour les deux.

Les personnes qui luttent contre la toxicomanie ou la maladie mentale sont surreprésentées dans les populations sans-abri, et ce sont des facteurs de risque d'itinérance. Cependant, la plupart des personnes ayant des problèmes de toxicomanie et de maladie mentale ne deviennent pas des sans-abri, de sorte que ces facteurs ne peuvent à eux seuls expliquer l'itinérance de quelqu'un. L'accès au logement et les services appropriés peuvent prévenir et mettre fin à l'itinérance pour les personnes confrontées à ces défis. Dans la section

« Stratégies efficaces pour un changement systémique: politiques et pratiques », nous discuterons des approches pour lutter contre la toxicomanie, la maladie mentale et l'itinérance.

Santé

L'itinérance est mortelle. Des études montrent que vivre dans la rue contribue à une détérioration rapide de la santé, à une hospitalisation accrue et, dans certains cas, à la mort. En effet, une étude mondiale du Conseil National des Soins de Santé pour les Sans-abri a déterminé qu'indépendamment des frontières, des cultures et de la géographie, un sans-abri est trois à quatre fois plus susceptible de mourir que quelqu'un dans la population générale (O'Connell 2005). Pour les sous-groupes vulnérables, comme les jeunes de la rue, les personnes atteintes de maladies mentales, les jeunes femmes et les personnes âgées, ce nombre est encore plus élevé. Par exemple, l'étude a révélé que les jeunes femmes vivant dans la rue ont une chance de mourir entre cinq et trente fois plus élevée que la population logée du même âge.

Autrement dit, la vie dans la rue rend les gens sains malades et les malades deviennent plus malades (Seiji 2016). L'itinérance rend difficiles la prise en charge des maladies chroniques et le respect des schémas thérapeutiques ; des repas sains et nutritifs sont rares ; l'exercice et l'accès aux soins d'hygiène sont rares ; l'exposition aux éléments durs et la violence sont constantes et la comorbidité des problèmes de santé est fréquente. L'effet négatif de l'itinérance sur la santé physique et mentale a été bien documenté. L'itinérance a également été désignée comme responsable dans le déclenchement des rechutes dans les comportements préjudiciables, tels que la consommation de substances et d'abus.

Violence

La violence et l'itinérance ont une relation réciproque, en particulier pour les femmes : la plupart des femmes vivant dans la rue ont subi des violences familiales, sexuelles ou relationnelles à un moment ou à un autre de leur vie, et la plupart en feront encore l'expérience. L'étude de Paula Meth en 2013 sur le concept de violence « domestique » chez les femmes sans-abri en Afrique du Sud souligne l'existence d'un groupe souvent invisible connaissant la violence conjugale ou relationnelle tout en vivant dans la brousse, en particulier dans les pays en développement.

Les personnes sans domicile de tout sexe et de tout âge présentent un risque plus élevé de subir une violence psychologique et verbale. Une étude de 2015 sur la violence contre les femmes sans-abri à São Paulo a constaté que la plupart des femmes signalaient un niveau élevé de violence verbale et psychologique causant des « souffrances majeures », mais les considéraient moins prioritaires que les formes physiques de violence (Rosa and Bretas 2015). Une étude réalisée en 2012 a révélé que la moitié des participants, principalement des hommes sans abri, ont subi un dépistage positif de ESPT (État de Stress Post-Traumatique, PTSD en anglais) à la suite d'expériences d'agression physique et / ou sexuelle ou après avoir été témoins d'agression ou de meurtre (Lalonde and Nadeau 2012).

La violence prend plusieurs formes pour les personnes sans domicile. En 2000, la principale cause de décès chez les jeunes hommes utilisant des refuges pour sans-abri à Toronto était l'homicide (Hwang 2000). Les personnes sans domicile en Hongrie déclarent avoir évité les refuges en raison du manque d'espace et du danger de violence perçu (Zakim 2014). La menace de la violence sexuelle incite de nombreuses femmes et jeunes à éviter les refuges. Le pourcentage élevé de personnes aux prises avec une maladie mentale non traitée ou sous-traitée peut entraîner des cas de violence entre les personnes sans abri, ce qui rend certains espaces et points de service indésirables.

Et finalement, la violence familiale est l'une des principales causes de l'itinérance future et peut tenir une famille dans un cycle d'appauvrissement, de logement instable et de violence pendant des générations (Jordan 2012; Swick 2008). Une étude sur l'histoire des traumatismes chez les personnes sans domicile à Jacksonville en Floride a révélé que les événements les plus traumatisants se sont produits durant l'enfance et l'adolescence et que ces événements étaient directement liés aux cas d'itinérance chronique des participants (Christensen, et al. 2005).

Démographie

Bien qu'il ne s'agisse que d'un sous-ensemble de toutes les personnes qui vivent l'itinérance, nous examinons brièvement ci-dessous les tendances de l'itinérance chez les jeunes LGBT ; la relation entre l'ethnicité, la race et l'itinérance et l'itinérance chez les personnes âgées et les familles.

Jeunes LGBT

Aux États-Unis, le pourcentage de jeunes lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres (LGBT) sans-abri est au moins trois fois plus élevé que le pourcentage de jeunes LGBT dans la population générale. Les jeunes LGBT représentent entre 20% et 40% de la population des jeunes sans-abri. Ce rapport est cohérent d'une région à l'autre : le rapport de 2015 du Conseil des Droits de l'Homme des États-Unis sur l'orientation sexuelle, la discrimination fondée sur l'identité de genre et la violence a révélé que les personnes LGBT dans le monde couraient un risque élevé de discrimination en matière d'accès au logement en raison du rejet familial, de la discrimination par les propriétaires privés et des expulsions des logements publics. Dans une enquête couvrant 115 pays de 3 340 jeunes hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, 24% n'avaient pas de logement stable (Arreola, et al. 2015).

Une proportion significative de jeunes LGBT sont sans abri en raison du rejet familial; aux États-Unis, jusqu'à 46% des jeunes LGBT sans-abri se sont enfui après avoir été rejetés, et 43% sont devenus sans-abri à la suite de l'expulsion forcée de leurs parents (Durso and Gates 2012). Il peut être difficile pour les jeunes transgenres et genderqueer ou non-binaire (terme ou catégorie utilisé comme générique pour désigner des identités et des expressions de

genre non normatives) d'avoir accès aux refuges, car beaucoup imposent des classifications binaires de genre, telles que des refuges de nuit séparés par sexe.

Ces facteurs sont compliqués par la toxicomanie, la maladie mentale, la négligence, l'abus et la vie de famille turbulente. Les adolescents LGBT qui sont sans-abri sont plus susceptibles que leurs homologues hétérosexuels et cisgenres d'avoir un épisode dépressif majeur, un trouble de stress post-traumatique et des idées suicidaires ; ils sont également plus susceptibles que les jeunes sans-abri non-LGBT d'utiliser de la cocaïne, du crack ou des méthamphétamines (Keuroghlian, Shtasel and Bassuk 2014).

Ethnicité et race

Comme l'itinérance est souvent le résultat d'une série d'échecs systémiques, les groupes qui sont marginalisés dans les systèmes traditionnels sont généralement surreprésentés au sein de la population des sans-abri. Aux États-Unis, cela se reflète dans le nombre disproportionné d'individus noirs sans-abri ; dans d'autres contextes, les minorités ethniques, sociales ou raciales locales ont tendance à être surreprésentées parmi la population sans-abri. Dans toute l'Europe, les populations roms sont plus exposées au risque d'itinérance que les groupes non-roms (Manzoni 2014) ; au Canada, la recherche indique que les Autochtones vivant en milieu urbain sont huit fois plus susceptibles de vivre l'itinérance que les groupes non autochtones (Belanger, Awosoga and Weasel Head 2013) ; en Inde, les membres des groupes historiquement défavorisés tels que les castes répertoriées, les tribus « énumérées » et les musulmans sont significativement plus susceptibles de faire face à l'exclusion liée au logement et à l'itinérance que les populations non minoritaires (Farha 2016). Une étude basée au Royaume-Uni a indiqué que les ménages de minorités ethniques sont environ trois fois plus susceptibles d'être considérés comme sans-abri que les ménages de minorités non-ethniques (Netto 2006).

En d'autres termes, les personnes les plus touchées par les inégalités structurelles sont généralement les plus touchées par l'itinérance (Whaley 2002). Ces groupes sont souvent confrontés à de multiples points d'exclusion : la discrimination sur le marché du logement, les préjugés et les obstacles administratifs lorsqu'ils essaient d'accéder aux services et les contraintes financières accrues.

Personnes âgées

Les causes et les conséquences de l'itinérance chez les personnes âgées diffèrent selon les contextes culturels et politiques, mais largement, les personnes âgées font face à des options de logement et de soutien au revenu limitées, au manque de services de santé communautaires accessibles et aux complications liées aux maladies chroniques ou à l'infirmité. En outre, les personnes âgées sans abri ont des taux de mortalité plus élevés que leurs homologues plus jeunes et sont plus sujettes à la perte de mémoire, ce qui peut rendre plus difficile la gestion de systèmes complexes de logement et de services.

Les personnes âgées sans domicile peuvent être divisées en deux catégories : les personnes chroniquement sans-abri qui ont vieilli dans cette catégorie et les personnes âgées sans-abri pour la première fois. Généralement, les personnes âgées nouvellement sans-abri ont subi un choc de vie, comme une dépression économique et des crises sanitaires, la perte de membres de leur famille ou la désintégration des relations familiales (Donley 2010).

Les familles

La configuration la plus typique des familles sans domicile est une mère célibataire avec de jeunes enfants. Habituellement, les femmes fuient la violence domestique ou familiale et sont incapables de trouver un logement ou un emploi stable. Parallèlement à cette exposition répétée à la violence, de nombreuses familles font face à des problèmes de santé liés aux traumatismes, à des réseaux sociaux ou des systèmes de soutien brisés, à des expulsions fréquentes et à l'instabilité du logement (Brush, Gultekin and Grim 2016). En Inde, il est plus difficile pour une femme de trouver un propriétaire prêt à lui louer, forçant de nombreuses familles à la rue (Farha 2016).

Une autre configuration commune de familles sans-abri, particulièrement pertinentes dans les contextes en développement, sont les familles migrantes qui sont passées du milieu rural au milieu urbain à la recherche de travail. Ces familles sont souvent appelées « habitants de la chaussée » et résident dans la rue à un endroit régulier, généralement avec une sorte de couverture. Les problèmes auxquels ils sont confrontés comprennent un faible niveau d'éducation, le chômage et la dette. Dans chaque région, les expériences d'itinérance dans l'enfance constituent les causes qui expliquent les épisodes d'itinérance chez les adultes.

Grands débats sur l'itinérance

Cette section couvrira les contours des grands débats entourant la criminalisation, l'application de la loi et les questions de droits et d'itinérance.

Criminalisation et application de la loi

Les lois contre la mendicité et le vagabondage, l'errance et le sommeil en public touchent de manière disproportionnée les personnes sans domicile. Il y a de plus en plus de preuves que la criminalisation de l'itinérance peut non seulement échouer à résoudre le problème, mais peut probablement l'exacerber. Un rapport de 2016 du Centre du Droit National américain sur l'itinérance et la Pauvreté (NLCHP en anglais) note que :

« Les stratégies de criminalisation ne coûtent pas seulement aux villes des millions de dollars de ressources gaspillées, elles échouent également à s'attaquer aux causes profondes de l'itinérance. Les arrestations, l'incarcération, les amendes et les condamnations prolongent l'itinérance en créant de nouveaux obstacles, parfois presque insurmontables, à l'obtention d'un emploi et à un logement stable ». (National Law Center on Homelessness & Poverty 2014)

Habituellement, la criminalisation prend la forme de lois interdisant ce que le NLCHP appelle des « comportements inévitables », comme dormir en public. Ce même rapport a noté que de telles interdictions de dormir ont augmenté de 31% aux États-Unis depuis 2006, et certaines villes vont encore plus loin, interdisant de ne s'asseoir et de ne se coucher du tout en public. Les interdictions d'habiter dans des véhicules en stationnement légal ont augmenté de 143% depuis 2006.

Dans certains pays, les mesures pénales sont plus sévères. En Hongrie, la loi anti-sans-abri de 2013 dispose que « résider habituellement dans des lieux publics, ou ranger ses affaires dans de tels espaces est un crime passible d'emprisonnement et / ou d'amende » (Zakim 2014). Au Cambodge, des rapports ont notifié que la pression pour « l'embellissement » a conduit au « rassemblement et à l'exil habituels des sans-abri de la capitale et leur détention dans ce que les autorités appellent des centres de « rééducation » ou de « réhabilitation » (Springer 2016). En Inde, la loi de 1959 sur la prévention de la mendicité à Bombay confère des pouvoirs discrétionnaires à la police qui peut choisir n'importe qui sur une intuition que l'individu est un mendiant. S'il est reconnu coupable par un tribunal, une personne peut passer d'un à dix ans de prison (Shaikh 2016). Le Centre des Droits de l'Homme en Australie a rapporté en 2014 que tous les États et territoires australiens avaient des lois qui criminalisaient effectivement l'itinérance (Human Rights Law Centre 2014).

De nombreuses institutions gouvernementales ont pris des mesures contre la criminalisation de l'itinérance. En janvier 2014, le Parlement européen a adopté une résolution sur l'itinérance dans le cadre de la stratégie Europe 2020, soulignant que « l'itinérance n'est ni un crime ni un choix de vie » (European Parliament News 2014). En 2016, le département du logement et du développement urbain des États-Unis a accordé une petite prime aux candidats qui « démontrent que leurs communautés ont mis en œuvre des stratégies spécifiques qui empêchent la criminalisation de l'itinérance ». En Inde, le ministère central de l'autonomisation et de la justice a présenté un projet de loi visant à supprimer la loi de 1959 sur la prévention de la mendicité à Bombay, citée dans le paragraphe ci-dessus (Shaikh 2016).

Cependant, les responsables de l'application des lois et les organismes de services directs sont confrontés à des difficultés pratiques pour équilibrer les droits des personnes sans domicile, les risques immédiats pour la santé et les progrès vers le logement permanent et les droits de tous les résidents de la ville d'accéder à l'espace public. Dans un éditorial de 2000 sur l'application des lois sur la mendicité à Londres, Jeremy Swain, PDG de Thames Reach, écrivait : « La raison pour laquelle certaines agences de première ligne travaillant avec des personnes vivant dans la rue favorisent une approche coercitive est qu'elles ont fait l'expérience de la personne qui accepte de l'aide et des traitements et, par conséquent, qui fait de grands progrès loin de l'abus de drogues et de la rue » (Swain 2003).

Certains groupes de défense des droits humains se sont battus pour le droit des individus à dormir dans la rue, généralement pour se défendre contre le harcèlement et les rafles policières. Par exemple, en 2015, à Abbotsford, en Colombie-Britannique, le groupe de défense des droits des survivants de la guerre, B.C./Yukon, a pris des mesures pour

permettre aux sans-abri de camper dans les espaces publics devant la Cour suprême de la province. Tim Richter, président et chef de la direction de l'Alliance canadienne pour mettre fin à l'itinérance, a fait valoir que l'accent devrait être mis sur l'aide aux gens plutôt que sur leur droit d'y demeurer : « Ceux qui ont besoin d'être à l'intérieur sont ceux à qui nous donnons le « droit » de camper ... la réponse à l'itinérance est une maison, non une tente dans un parc public » (Richter 2015).

Dans la section « Stratégies efficaces pour un changement systémique : politiques et pratiques », nous envisagerons des alternatives à la criminalisation.

Droit au logement

Une approche du logement fondée sur les droits vise à créer des politiques, des lois et des règlements centrés sur les services auxquels les détenteurs de droits ont droit, ainsi que ce qui doit être fait pour remplir ce devoir et par qui (Kenna and Fernández Evangelista 2013). Le cadre du droit à la ville, qui soutient que les villes sont des espaces publics et doivent donc être ouvertes au public et répondre à ses besoins, situe le logement comme une composante-clé. Dans ce cadre, le logement ne doit pas être considéré comme une marchandise, mais comme un droit fondamental, inscrit dans la loi et garanti par les gouvernements locaux et nationaux.

En 2016, Leilani Farha, Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit au logement convenable, a déclaré que l'itinérance est causée par les défaillances des États face aux circonstances individuelles et à une série de causes structurelles, abandonnant la responsabilité de la protection sociale et autorisant la spéculation immobilière non réglementée et l'investissement pour exclure un nombre croissant de personnes de toute forme de logement » (Farha 2016). Elle soutient que l'approche de la question du logement à travers le prisme des droits de l'homme augmentera l'investissement et la responsabilité de l'État.

Environ 40% des pays ont le droit au logement inscrit dans leur constitution, soit en tant que droit direct, soit en tant que reconnaissance indirecte de la responsabilité de l'État d'assurer des conditions de vie décentes, mais ces mesures sont difficiles à appliquer. Les États dotés de garanties solides en matière de droits luttent pour tenir leurs promesses, car ils manquent souvent d'approche spécifique. D'autres pays ne mentionnent pas le logement comme un droit, mais ont mis en place des stratégies nationales robustes pour lutter contre l'itinérance, comme la stratégie Open Doors aux États-Unis.

Les résultats des droits constitutionnels peuvent dépendre de contextes juridiques, culturels et d'application de la loi. Dans son étude sur les femmes en Afrique du Sud, le Dr Sindiso Mnisi Weeks a noté qu'en dépit du fait que les droits constitutionnels « soient nécessairement corrélés aux devoirs », les individus établissaient une distinction entre les droits formels et les droits garantis par la responsabilité culturelle. Les sujets de l'étude de Weeks ont considéré leurs droits culturels en plus haute estime que ceux garantis par les lois locales et nationales (Weeks 2012).

Stratégies efficaces pour un changement systémique : politique et pratique

Les agences qui cherchent à mettre fin à l'itinérance devraient soutenir le travail dans leurs villes et leurs pays pour aborder l'accès au logement, la discrimination fondée sur la race ou l'orientation sexuelle, la stigmatisation entourant la santé mentale et la toxicomanie et le chômage, et devraient établir des partenariats avec ceux qui font bien ce travail. Bien que l'itinérance puisse être déclenchée par un événement de la vie, l'échec d'un système de services sociaux locaux ou un conflit personnel ou familial, des facteurs structurels rendent certaines personnes plus vulnérables à l'itinérance que d'autres. Une fois que les personnes sont sans abri, des facteurs structurels peuvent rendre plus difficile l'accès aux voies de sortie.

Dans le même temps, de nombreux facteurs structurels qui causent l'itinérance sont difficiles à résoudre, et les pays qui ont significativement réduit et même mis fin à l'itinérance montrent que nous pouvons le faire dans les villes où d'autres défis existent. Dans cette section, nous examinerons des stratégies de haut niveau pour lutter contre l'itinérance dans un système. Les cadres suggérés pour mettre fin à l'itinérance varient d'un pays à l'autre, mais comprennent généralement les éléments suivants : un système bien coordonné qui prévoit des résultats ; une stratégie à l'échelle de la ville qui unit la prévention, l'intervention d'urgence, le logement et le soutien ; et des ressources pour soutenir ce travail et fournir un approvisionnement suffisant en logements sûrs et abordables.

Par exemple, en 2000, la U.S. National Alliance to End Homelessness a publié quatre éléments d'un plan décennal réussi pour mettre fin à l'itinérance. Premièrement, « planifiez pour les résultats » : utilisez les données pour établir des stratégies pour chaque sous-population et regroupez tous les organismes. Deuxièmement, « fermez la porte d'entrée » : planifiez intentionnellement de prévenir l'itinérance avant qu'elle ne commence. Troisièmement, « ouvrez la porte arrière » : développez et soutenez le logement pour les personnes qui sont actuellement sans-abri. Enfin, « construire l'infrastructure » : construisez les logements, les revenus et les services appropriés pour soutenir les personnes sur le long terme.

L'Observatoire canadien sur les sans-abri recommande un système de soins qui favorise la collaboration inter-organisme, la programmation individualisée et la prestation de services à base communautaire. Le système global devrait mettre l'accent sur des solutions dans les domaines de la prévention, des services d'urgence, de l'hébergement et du soutien - avec les investissements les plus élevés en prévention et en hébergement, et les services d'urgence recevant moins d'attention à mesure que la ville progresse.

La Fédération européenne des organisations nationales travaillant avec les sans-abri (FEANTSA en anglais) définit dix approches pour guider une stratégie intégrée visant à mettre fin à l'itinérance. Celles-ci comprennent une approche fondée sur des preuves, une approche participative qui inclut toutes les parties prenantes et les personnes sans domicile

dans le développement de solutions et une approche statutaire étayée par une législation ciblant les causes de l'itinérance.

Nous tirerons parti de ces modèles et d'autres, en distillant des solutions en trois domaines : 1) élaborer un système bien coordonné qui prévoit des résultats ; 2) des solutions efficaces en matière de prévention, d'intervention d'urgence, d'hébergement et de soutien ; et 3) planifier les ressources et les politiques nécessaires pour soutenir ce travail. Afin de mieux illustrer ces concepts, nous examinerons tout au long de la section leur application dans le cas de la Finlande, largement considérée comme l'une des réussites mondiales en matière de résolution de l'itinérance et de la volonté d'y mettre un terme. À la fin du Programme national de réduction de l'itinérance de longue durée, connu sous le nom de PAAVO I et PAAVO II, le nombre de personnes sans domicile dans le pays est passé de 20 000 à 8 000 et continue à diminuer (Pleace, Knutagård, et al. 2016).

Les exemples de succès que nous avons mis en évidence ici proviennent en grande partie de l'Amérique du Nord et de l'Europe occidentale. Bien que les principes puissent être appliqués dans n'importe quel contexte, nous nous appuyons sur des pays et des villes avec des réductions documentées et mesurables de l'itinérance où une recherche robuste est disponible sur les méthodes qui ont conduit au succès. En particulier, mais pas seulement dans des contextes en développement, l'itinérance n'est pas toujours suivie, mesurée ou signalée, ce qui rend plus difficile l'identification des réussites innovantes grâce à la recherche documentaire.

Enfin, le modèle ci-dessous peut être plus difficile à appliquer dans certains endroits que d'autres. Par exemple, si les ressources sont particulièrement rares, s'il n'y a pas de volonté politique ou publique de lutter contre l'itinérance, ou s'il faut d'abord s'attaquer à des dangers urgents et menaçant la vie, comme un nombre élevé de personnes mourant dans la rue ou subissant violence et harcèlement, il peut être plus difficile d'imaginer la construction d'un système à l'échelle de la ville avec des données fiables qui mettent fidèlement en œuvre une approche du logement d'abord. Nous parlerons davantage des façons dont les organisations mondiales comme l'IGH et les bailleurs de fonds pourraient aider les leaders dans de tels contextes à se rapprocher de la fin de l'itinérance dans notre section finale.

Construire un système bien coordonné qui prévoit des résultats

Des objectifs clairs et partagés devraient former la base permettant aux agences locales ou nationales de se réunir autour d'une même table pour partager des informations et coordonner les efforts. Ces systèmes coordonnés devraient utiliser des données locales et nationales partagées pour résoudre les problèmes, évaluer les progrès et plaider pour des ressources et un soutien politique. Fixer des objectifs avec des échéances et suivre les progrès peut changer un système qui gère l'itinérance en un système qui y met fin.

Cibles claires

Les réductions de l'itinérance ne se produisent pas par accident. Cela se fait en définissant un objectif clair, avec une date limite, en suivant les progrès comme un bilan de santé systémique, en soulignant les domaines qui ont besoin d'attention et qui génèrent la volonté publique, et en galvanisant les bénévoles et les dirigeants politiques.

En 2009, l'administration Obama aux États-Unis a annoncé son intention de complètement mettre fin à l'itinérance des anciens combattants (Veterans) d'ici 2015. Pendant cette période, les États-Unis ont réduit de 47% le nombre de sans-abri vétérans et d'ici 2016, deux États et 27 communautés ont annoncé qu'ils avaient mis fin à l'itinérance chronique des vétérans dans toute la ville (National Alliance to End Homelessness 2016).

Au Canada, Medicine Hat est reconnue comme étant la première ville à atteindre le zéro fonctionnel sur l'itinérance. En 2010, la ville a lancé un plan quinquennal visant à mettre fin à l'itinérance appelé Chez-soi à Medicine Hat. Le plan comprenait cinq objectifs mesurables pour 2015 : abriter 290 personnes, faire en sorte que pas plus de 10% des bénéficiaires d'un premier programme de logement ne retournent pas à l'itinérance, éliminer 50% des lits d'abris d'urgence, réduire la durée moyenne du séjour dans les refuges d'urgence à 10 jours et réduire le flux des sans-abris en provenance des prisons et des hôpitaux (Medicine Hat Community Housing Society 2014). Chaque année, la ville a publié un rapport pour montrer les progrès vers ces cibles.

Le Royaume-Uni a introduit l'initiative Rough Sleepers (RSI) en 1999, avec pour objectif de réduire le sommeil dans les rues en Angleterre d'au moins deux tiers d'ici 2002. Pour ce faire, le gouvernement travailliste a mis en place le Partenariat pour l'action contre l'itinérance des jeunes, qui a dénombré les sans-abris, aidé à élaborer une stratégie locale, identifié et diffusé les meilleures pratiques. L'initiative a atteint l'objectif une année en avance (Jones and Pleace 2010).

Le Programme national finlandais de réduction de l'itinérance de longue durée (PAAVO I & II) a fixé des objectifs concrets complémentaires aux niveaux national et local. À l'échelle nationale, le programme visait à réduire de moitié le nombre de « sans-abris à long terme » d'ici 2011, à mettre fin définitivement à l'itinérance à long terme d'ici 2015 et à convertir les refuges pour sans-abris en logements locatifs. Localement, les programmes ont fixé des cibles pour le nombre de nouveaux logements à construire par chaque municipalité participante.

Coordination entre les systèmes

Doberstein et Nichols notent dans leur essai intitulé « Explorer des systèmes de réponses efficaces à l'itinérance » que « la plupart des services et programmes dans le secteur de l'itinérance ont été développés progressivement et ont évolué parallèlement : le logement séparé des services sociaux qui sont distincts des services de santé, des services correctionnels, de la santé mentale ou de l'emploi et chacun a un volet de financement

distinct, un ensemble de règles différentes et, habituellement, un lieu de service distinct » (Nichols and Doberstein 2016). Les villes ou les pays devraient tirer parti des objectifs partagés pour amener les organismes municipaux, les organismes à but non lucratif, les personnes ayant vécu l'itinérance et d'autres intervenants à la même table afin d'harmoniser leur travail. Cela crée un système plus efficace qui cible mieux les ressources et favorise une expérience moins chaotique pour les personnes sans domicile.

Au Canada, Medicine Hat a également restructuré son système de prestation de services pour les sans-abris en utilisant les principes du logement d'abord (Medicine Hat Community Housing Society 2014). La stratégie de la ville, Chez-soi à Medicine Hat, mettait l'accent sur les changements systémiques plutôt que programmatiques: « Plutôt que de s'appuyer sur une approche organisation par organisation ou programme par programme, Chez-soi à Medicine Hat vise à développer un cadre pour la livraison d'initiatives de manière propositionnelle et stratégique pour un groupe collectif de parties prenantes. Ce nouveau système comprenait un plan d'admission et d'évaluation coordonné, un système HMIS (plus bas, sous l'utilisation de données nationales et locales) et l'intégration de services pour les sans-abri avec d'autres systèmes publics, y compris la justice et l'intervention auprès des enfants.

Pour atteindre un système plus complet, certaines villes des États-Unis se sont tournées vers le modèle d'accès coordonné et d'évaluation (parfois appelé entrée coordonnée, évaluation commune ou apport coordonné), qui constitue la base d'un point unique d'entrée des personnes sans domicile dans le système de prestation de services. L'objectif principal de ce modèle est d'améliorer l'efficacité du système en réduisant la probabilité qu'un client se passe entre différents organismes, améliorer la collecte et la qualité des données et minimiser les nouveaux épisodes d'itinérance en fournissant des ressources de détournement et de prévention (National Alliance to End Homelessness 2013). Pour arriver à cet objectif, les communautés mettent en place un point d'entrée unique dans les services : une ligne téléphonique centralisée, un point d'évaluation physique ou un système coordonné décentralisé qui dépendent tous du même processus d'évaluation.

Les systèmes d'évaluation coordonnée et de placements de logements (CAHP) prennent les modèles d'évaluation communs un peu plus loin en les reliant directement aux services de placement de logement. Les systèmes mis en place par le modèle CAHP assortissent les clients à des services de logement appropriés en utilisant des outils d'évaluation de vulnérabilité pour déterminer les priorités de placement (Gibbs 2015). Les systèmes CAHP intègrent quatre éléments : l'évaluation, la navigation et la conférence de cas, l'aiguillage vers le logement avec choix, la collecte de données et la communication. De cette manière, les clients interagissent avec un système unique et compréhensif plutôt qu'avec un réseau d'agences séparées. Community Solutions aux États-Unis a été un leader et un coach sur les systèmes CAHP.

Les PAAVO I & II de la Finlande impliquaient des gouvernements nationaux et municipaux, des financeurs privés et des organisations à but non lucratif travaillant ensemble pour éradiquer l'itinérance à long terme. Dans le rapport international examinant le succès du programme, les chercheurs ont noté que « ce succès n'aurait pas été possible sans une

approche coordonnée entre les différents secteurs, chacun jouant son rôle respectif » (Pleace, Culhane, et al. 2015). Le rapport souligne que la stratégie repose sur une coordination multisectorielle et des « objectifs réalistes et réalisables ». Un exemple de ce type de coordination est l'évolution de l'objectif de PAAVO I de remplacer les abris partagés par des unités de logement permanentes basées sur les principes de réduction des risques et le logement d'abord. Au fur et à mesure de l'avancement du programme, un réseau global a été développé pour équilibrer les rôles et les responsabilités des parties prenantes : financement public du logement et des services, dispositions gouvernementales locales pour l'aménagement du territoire et le développement des sites et un réseau d'ONG coopératives.

Enfin, les villes devraient impliquer les personnes qui ont connu l'itinérance pour aider à clarifier l'expérience du processus de logement et à trouver des solutions. Cette participation devrait être substantielle plutôt que symbolique. À Tshwane, en Afrique du Sud, un sommet municipal en 2015 a réuni des universités, des groupes confessionnels, le bureau du maire et des responsables municipaux, des organisations à but non lucratif et plus de 200 personnes ayant vécu l'itinérance. Tous ces groupes ont été intégrés autour des tables pour participer à des discussions de planification organisées qui ont éclairé la stratégie de lutte contre l'itinérance dans toute la ville. Durant sa campagne de 100 000 maisons aux États-Unis, Community Solutions a demandé aux villes d'engager des vétérans qui avaient vécu l'itinérance dans la cartographie du processus global de passage de la rue à un logement permanent. L'ancien combattant sans-abri à la table était souvent la seule personne qui pouvait cartographier l'ensemble du processus, y compris la paperasserie et les exigences de six ou sept organismes distincts. Ainsi, les responsables municipaux ont été surpris d'apprendre que le processus de logement prenait des semaines et parfois des mois de plus qu'ils ne le pensaient.

Utilisation de données nationales et locales

Des données fiables sont nécessaires pour mettre fin à l'itinérance. Les données agrégées peuvent offrir un sens de l'échelle, en aidant à démontrer l'impact des changements de politique et en aidant à l'allocation des ressources. Au niveau local, les données partagées, individuelles et spécifiques à chaque personne, aident les villes à comprendre les progrès réels vers la fin de l'itinérance, à voir ce qui fonctionne et à améliorer les stratégies ou à résoudre les problèmes ensemble.

Au Royaume-Uni, une base de données multi-agences appelée CHAIN (Combined Homelessness and Information Network) permet aux agences et aux acteurs de partager des informations sur les clients qui dorment dans la rue et leurs besoins (Greater London Authority 2017). Cela inclut les données sur les expulsions et les abandons, les informations démographiques, les contacts avec les travailleurs de proximité et les indications sur les besoins de soutien. Les intrants proviennent de sources telles que les équipes de sensibilisation, les services d'évaluation et de reconnexion, les projets d'hébergement et les centres de jour. Cela permet aux organismes de suivre l'efficacité de leurs services et d'identifier les tendances. Ces données ont été utilisées pour façonner la politique publique en matière de sommeil brutal.

Les communautés américaines utilisent les systèmes d'information de gestion des sans-abri (HMIS). Ces bases de données recueillent des données sur les logements et les clients pour les fournisseurs de services, ce qui permet aux utilisateurs d'évaluer l'efficacité des services de logement, allant des refuges de prévention, en passant par la prévention et l'urgence aux logements supervisés permanents (Hud Exchange n.d.). En outre, les utilisateurs des systèmes HMIS peuvent accéder à l'échange de données sur les sans-abris du Département fédéral du logement et du développement urbain (HUD), ce qui est utilisé pour des analyses nationales telles que le rapport annuel d'évaluation des sans-abris ; ce résultat provient en partie des dénombrements annuels ponctuels qui aident le HUD à dénombrer les sans-abris à l'échelle nationale. Ces données ont été utilisées pour façonner et orienter les politiques publiques en matière d'itinérance.

La campagne Built for Zero de Community Solutions aux États-Unis et l'Alliance canadienne pour mettre un terme à l'itinérance dans 20 000 foyers au Canada, utilisent des bases de données accessibles au public qui s'appuient sur un outil d'évaluation commun pour dresser une liste nominative de sans-abris. La liste est stockée dans une base de données accessible au niveau central, constamment mise à jour, ce qui permet aux fournisseurs de services de suivre la progression des personnes qui transitent par le système (Gibbs 2015). La base de données fait également le suivi des offres d'emploi et des ressources disponibles pour aider les clients à trouver les soutiens appropriés.

En 2011, le Chili a organisé un recensement national des sans-abris et publié les résultats dans *En Chile Todos Contamos*, un rapport qui énumère les personnes sans domicile et rend compte des causes et des effets de la vie dans la rue. Ce recensement a requis une coopération entre les secteurs privé et public, ainsi que l'inclusion de personnes ayant une expérience vécue. Les défenseurs ont décrit le recensement comme une étape clé pour que le gouvernement national développe son plan national pour mettre fin à l'itinérance au Chili.

Modèles de prévention, d'intervention d'urgence et d'hébergement

L'équilibre entre les investissements dans la prévention, les services d'urgence et le logement dépendra du contexte. Dans un système visant à mettre fin à l'itinérance, moins de ressources iront aux services d'urgence, avec l'équilibre vers le logement et la prévention. Dans cette section, nous examinerons séparément les stratégies de prévention, d'intervention d'urgence, d'hébergement et de services.

Réduction des dangers et logement d'abord

La réduction des dangers et le logement sont d'abord des approches efficaces pour lutter contre l'itinérance, en particulier pour les personnes ayant des besoins de services complexes. Ces approches devraient guider le travail dans l'ensemble du système, en guidant le rôle général des refuges, des services de proximité et des interventions permanentes en matière de logement.

Le logement d'abord est une approche qui offre des logements permanents et abordables le plus rapidement possible aux personnes et aux familles sans-abri, puis fournit les services de soutien et les liens avec les services de soutiens communautaires dont les gens ont besoin pour garder leur logement et éviter de retourner à l'itinérance. Les personnes sans domicile sont confrontées à des situations où les conditions préalables au traitement sont très peu ou pas du tout réunies. L'approche, élaborée à la fin des années 1990 aux États-Unis par le Dr Sam Tsemberis, repose sur des preuves accablantes selon lesquelles toutes les personnes sans domicile peuvent atteindre la stabilité dans un logement permanent si elles bénéficient des niveaux de services appropriés. Des études montrent que les premières approches en matière de logement produisent des taux élevés de rétention du logement, réduisent l'utilisation des services et des institutions de crise et améliorent la santé et les résultats sociaux des personnes (Bassuk, et al. 2014; McAll, et al. 2013; Medicine Hat Community Housing Society 2014).

L'un des principes fondamentaux du logement d'abord est la réduction des dangers, une approche visant à réduire les risques et les effets nocifs associés à la consommation de substances et aux comportements de dépendance. Dans les programmes et les accommodements réalisés suivant l'approche de réduction des dangers, l'utilisation de substances est acceptée et l'objectif principal est de réduire les dommages pendant que l'utilisation se poursuit. Le participant identifie les objectifs et les résultats souhaités tout en travaillant avec un gestionnaire de cas pour explorer les moyens d'atteindre ces objectifs. Un examen de 650 articles sur les stratégies de réduction des méfaits pour l'usage de drogues indique que les stratégies qui suivent l'approche de réduction des dangers, en particulier pour la consommation de drogues illicites, sont non seulement les plus efficaces, mais aussi les plus économiques (Ritter and Cameron 2006).

Les modèles de logement d'abord et de réduction des dangers donnent aux individus l'accès aux services de logement, indépendamment de leurs défis liés à la santé mentale ou à la consommation de substances. Cela peut signifier des logements supervisés permanents où les clients ne sont pas tenus de s'abstenir de consommer de la drogue pour rester et, dans le système d'intervention d'urgence, les « abris humides » qui ne nécessitent pas de sobriété ou qui permettent de consommer de l'alcool sur place. De tels refuges peuvent atteindre des personnes auparavant ignorées par le système de service et les engager sur un chemin vers le logement. Les données probantes ont démontré que ces approches sont les plus efficaces pour répondre aux défis et aux besoins uniques des clients. Il a été démontré que les personnes hébergées dans des refuges sans exigences en matière de sobriété réduisaient leur consommation d'alcool « en fonction du temps et de l'exposition à l'intervention » (Collins, et al. 2012).

La prévention

Le meilleur résultat pour une personne ou une famille est de ne jamais vivre l'itinérance. Les programmes de prévention sont conçus pour réduire le nombre de personnes sans-abri et, par extension, exiger des interventions de programme. Ces programmes peuvent couvrir une grande variété de méthodes préventives. Bien que plus évolutive que les catégories

distinctes, nous pouvons penser à la prévention dans les formes primaires, secondaires et tertiaires (Culhane, Metraux and Byrne 2010).

La prévention primaire vise à réduire les risques grâce à des interventions universelles ciblant des communautés entières (par exemple, des stratégies de réduction de la pauvreté, des campagnes contre la violence, des services de soutien à la petite enfance et des activités de lutte contre la discrimination). Ces stratégies ciblent les facteurs qui peuvent mener à l'itinérance sur toute la ligne.

Les programmes de prévention secondaire travaillent plus directement avec les personnes à risque immédiat ou les personnes qui ont récemment commencé à vivre l'itinérance, généralement en essayant d'aider les personnes ou les familles à conserver leur logement ou en les aidant à trouver immédiatement de nouveaux logements. Les mesures de soutien de ce genre comprennent la médiation familiale, la médiation propriétaire-locataire et les stratégies de réorientation des abris. La clé des stratégies de prévention secondaires au niveau des systèmes est de travailler sur les points communs d'afflux, comme le système de protection de l'enfance, le système de justice pénale et les institutions de soins de santé, pour créer ou améliorer la décharge et la planification de la transition de manière à s'assurer que les individus existant dans ces systèmes ont des soutiens et des ressources appropriées pour vivre de façon autonome.

Le ciblage de la prévention est également essentiel au succès des stratégies. Utiliser des données comme l'utilisation des refuges, le revenu des ménages, les expulsions passées, les épisodes antérieurs d'itinérance, le statut d'emploi et tout type d'aide sociale pour suivre les personnes à risque et donner la priorité aux ménages les plus urgents.

La prévention tertiaire consiste à réduire les épisodes répétés d'itinérance en fournissant les réponses appropriées au programme au cours de la première expérience d'un individu qui quitte la rue pour réduire au minimum la probabilité qu'il revienne à l'itinérance.

Réponse d'urgence

Même dans les systèmes les plus efficaces, les individus connaîtront des crises et auront de courtes expériences d'itinérance. Les services d'urgence constituent donc un élément essentiel d'un système global de réponse à l'itinérance. Généralement, les services d'urgence constituent un réseau d'options de gestion de crise, y compris les refuges pour sans-abri, les haltes-accueil, les programmes de repas et les services de proximité. Les refuges peuvent servir de point de contact pour les organismes de prestation de services ainsi que d'accessoires-clé dans la collecte et la gestion des données. Dans les systèmes mis en place pour mettre fin à l'itinérance, les refuges sont la première étape vers un logement stable et permanent pour les clients.

Les services de proximité permettent aux fournisseurs de services de se rapprocher et de collaborer avec des personnes qui pourraient être éloignées des services généraux. Ces interactions aident les intervenants de terrain à mieux comprendre les défis et les obstacles

des individus face aux services, y compris les expériences passées insatisfaisantes ou même traumatisantes avec des refuges pour sans-abri ou des établissements de santé mentale. Dans d'autres cas, les travailleurs de proximité peuvent être en mesure d'aider les individus à naviguer l'accès aux services auxquels ils ne sont pas habitués ou par lesquels ils sont intimidés. Le travail de proximité devrait aider les personnes en transition à sortir de la rue et à trouver un logement.

Au cours des dernières années, les meilleures pratiques en matière d'hébergement d'urgence en tant que pas vers l'hébergement ont évolué vers l'élimination des obstacles à l'accès, en particulier en ce qui concerne la sobriété ; le lien direct entre les refuges individuels et les ressources de logement permanentes et une évaluation coordonnée et un triage comme une étape clé des opérations quotidiennes. Ce processus a donné naissance à un modèle relativement nouveau de services d'hébergement, dans lequel les clients peuvent arriver et partir à volonté, plutôt que de les obliger à s'enregistrer au moment d'entrer ou de sortir à des heures précises tous les jours. Cela permet aux individus de stocker leurs biens et offre un meilleur accès aux services (Miller 2016).

Hébergement et soutiens

Toutes les personnes sans domicile ne nécessitent pas le même type d'hébergement ou de soutien. Pour certains, l'itinérance est liée à un événement de crise, et des interventions plus légères, comme Rapid Re-housing, seront suffisantes pour les remettre sur pied et les empêcher de retourner dans la rue. Pour les individus ayant des besoins plus complexes, des soutiens supplémentaires peuvent être requis. Par exemple, les logements supervisés permanents qui offrent à la fois des services de logement et des services individualisés, comme des services de conseil de santé mentale, de traitement de la toxicomanie et de formation à l'emploi.

Pour être vraiment efficaces, les programmes devraient être coordonnés à l'échelle du système local, avoir pour cibles les bonnes sous-populations, et être organisés de manière à atteindre une cible mesurable.

Hébergement et soutiens : assistance locative et bons d'achat de logement

Dans les programmes d'aide au loyer, les clients reçoivent des subventions pour gérer le fardeau du loyer et les coûts connexes pendant la transition. Le client assume une part croissante de la responsabilité du loyer avant de finir par l'assumer complètement. Certains programmes de subvention au loyer sont à très court terme, ne durent que quelques mois, et d'autres s'étendent sur deux ans. Cette approche vise à minimiser les mouvements non désirés et l'instabilité, en particulier pour les familles avec enfants dont la scolarité peut être affectée.

Les bons de logement se sont révélés très efficaces aux États-Unis ; une étude menée par le Département américain du logement et du développement urbain (HUD) entre 2000 et 2004 a montré que les coupons « réduisaient significativement le nombre de sans-abris, les

encombremments, la taille des ménages et la vie en famille ou entre amis ». Ils ont aussi augmenté la mobilité du logement tout en réduisant le nombre de déménagements ultérieurs, ce qui a entraîné de légères améliorations dans la qualité du quartier » (Wood, Turnham and Mills 2008).

Hébergement et soutiens : relogement rapide

Rapid Re-Housing estime que la première étape de tout programme doit être de résoudre la crise immédiate de l'itinérance, idéalement par le biais du logement permanent. Les bénéficiaires des interventions de Rapid Re-housing reçoivent généralement un soutien pendant environ six mois, avec possibilité de prolongation si nécessaire pour maintenir la stabilité. Rapid Re-Housing suit la philosophie de la réduction des risques et les bénéficiaires des initiatives de Rapid Re-housing devraient s'engager d'une manière ou d'une autre dans les services de soutien. Cependant, lorsqu'un client signe un bail, ce bail ne stipule pas la participation au programme - tant que l'individu ou la famille suit le bail, ils ont la garantie de la sécurité d'occupation.

Ces programmes s'adressent souvent aux familles et aux personnes qui vivent une situation d'itinérance épisodique plutôt que chronique (The Homeless Hub 2016). L'objectif principal de Rapid Re-Housing est de minimiser le temps passé par un individu dans la rue en résolvant la crise immédiate. Lorsque le financement est disponible, les programmes de Rapid Re-housing peuvent également inclure un ensemble plus complet de services et de programmes pour les ménages qui ont besoin d'une aide supplémentaire.

Aux États-Unis et au Canada, ce type de programme d'aide au logement est rentable et très efficace. Le département du logement et du développement urbain des États-Unis signale que « les recherches initiales indiquent que les personnes aidées par Rapid Re-housing connaissent des taux plus élevés de placement permanent et des taux de retour à l'itinérance similaires ou inférieurs après la fin de l'aide par rapport à ceux qui ne bénéficient que d'un logement de transition ou qui n'ont reçu que des abris d'urgence » (U.S. Department of Housing and Urban Development 2014).

Hébergement et soutien : Logement supervisé permanent

Destiné aux personnes souffrant d'itinérance chronique, le logement avec services de soutien permanent associe une aide au logement à des services de soutien individualisés et volontaires, notamment en ce qui concerne la santé mentale et physique, la toxicomanie et les troubles du développement. Le caractère abordable du logement est assuré par le biais d'une aide à la location ou d'une réglementation. Des études menées dans plusieurs pays ont montré que les logements offrant à la fois un logement et des services volontaires et individualisés sont les plus efficaces pour réduire le sans-abrisme chronique, en particulier chez les personnes handicapées (Moulton 2013 ; Pleace, Culhane et al. 2015 ; Lipton, et al. 2000).

Les sites de logements avec services de soutien permanents peuvent être soit dispersés, soit à site unique, mais il n'y a pas de limite de temps pour lequel un locataire peut occuper son unité. Dans les établissements à un seul emplacement, les immeubles d'appartements sont conçus pour donner aux locataires l'accès à des services de soutien supplémentaires, comme des soins de santé communautaires, des traitements et des services d'emplois. Les clients utilisant des unités dispersées peuvent recevoir des visites à la maison par le personnel ou les gestionnaires de cas. Dans le modèle de réduction des dangers, ces mesures de soutien sont volontaires et non liées à l'admissibilité au logement.

Ressources, cadres juridiques et politiques

Enfin, pour permettre un effort coordonné et d'aller de l'avant, les communautés doivent avoir les bonnes politiques et les cadres légaux en place pour fournir un soutien avec un financement et une volonté politique.

Cadres juridiques et politiques

Comme on l'a vu dans la section « Grands débats », criminaliser les comportements inévitables des sans-abris sans offrir d'autres alternatives peut nuire aux solutions en créant une « porte tournante qui fait circuler les sans-abris de la rue au système de justice pénale » (United States Interagency Council on Homelessness 2012).

Les défenseurs ont proposé diverses alternatives, telles que des stratégies de collaboration positive entre les forces de l'ordre et les services de santé comportementale. Par exemple, une ville peut inclure des organismes d'application de la loi dans le système global de soins, formant des agents pour agir en tant que travailleurs d'urgence afin de relier les individus au logement et aux ressources de soutien, plutôt que de les arrêter. À Calgary, au Canada, le Centre d'information et de ressources sur les collectivités sécuritaires (SORCe) regroupe 20 organismes de divers secteurs, y compris la police, qui servent de carrefour pour relier les gens aux services de logement, de santé et d'emploi. La SORCe est issue de l'initiative d'une équipe de police et de crise qui a formé des policiers avec des professionnels de la santé mentale pour s'assurer que les gens reçoivent des soins appropriés plutôt que de passer par le système de justice pénale (Scheider 2013). |

Certaines communautés ont cherché à créer un système de justice alternative comme les tribunaux pour les sans-abris, les tribunaux de santé mentale et les tribunaux de toxicomanie, qui visent à aider les personnes à se connecter aux services et à réintégrer la société. Ailleurs, les programmes de renvoi de citation pardonnent des amendes si les individus acceptent de participer à des programmes de déjudiciarisation ou de s'engager avec des services appropriés.

Le fondement de toutes ces alternatives est une planification de systèmes localisés et une stratégie pour les sans-abris qui peut relier les systèmes de soins. De nombreux pays mettent en place des plans pour combattre l'itinérance et des politiques de logement pour les grandes villes et les centres, comme Londres et Accra, mais n'ont pas de stratégie

nationale unifiée plus large. D'autres pays, comme la Grèce, ont élaboré des stratégies nationales de lutte contre l'itinérance, mais ne les ont jamais ratifiées.

La politique « Opening Doors » des États-Unis, la première à y avoir été implémentée, tire parti du financement fédéral pour des programmes efficaces et éprouvés afin d'aider les collectivités à concevoir des plans d'action locaux qui correspondent aux objectifs nationaux. Des programmes structurés similaires existent au Canada (l'Initiative nationale pour les sans-abris), en Espagne (la Stratégie nationale pour les sans-abris) et en Irlande («The Way Home»). En Finlande, les PAAVO I & II se sont terminés en 2015, mais ont vu une réduction significative des personnes sans-abri chroniques.

La clé de la réussite de ces types de stratégies est la coordination entre les acteurs publics et privés au niveau des systèmes locaux. Ces collaborations permettent des sources de financement et de ressources supplémentaires, l'innovation et un engagement communautaire plus large. Le soutien des politiques publiques et du financement fédéral permet aux acteurs locaux d'améliorer les systèmes de prestation de services, de renforcer les systèmes de gestion des données et d'élargir les continuums de soins.

Ce type de coopération multisectorielle peut prendre différentes formes, que le pays adopte ou non une stratégie nationale. En 2013, le Ministère du Logement et de la Lutte contre la pauvreté urbaine du gouvernement indien a publié une directive opérationnelle pour la Mission nationale des moyens d'existence urbains, qui comprend un volet de lutte contre l'itinérance urbaine (Ministry of Housing and Urban Poverty Alleviation 2013). Les directives comprennent un cadre de coopération pour la gestion des abris entre l'ensemble du gouvernement, les ONG, les institutions académiques, les syndicats, les collectifs de personnes sans domicile et les entreprises du secteur privé.

Ressources

Le financement fédéral utilisé pour soutenir les initiatives locales en matière de logement est une pratique courante, parfois alignée sur une stratégie nationale de lutte contre l'itinérance. Les ressources gouvernementales jouent un rôle déterminant dans les régions où les organisations locales ont du mal à trouver un financement indépendant. Habituellement, ces fonds ne sont accessibles que lorsque les programmes respectent certaines normes ou acceptent de travailler en coordination avec d'autres initiatives financées par le gouvernement fédéral.

Au Canada, on peut établir un lien presque direct entre les réductions du financement fédéral, les dépenses provinciales pour les programmes sociaux et de logement et l'augmentation du nombre de sans-abris utilisant les services sociaux comme les banques alimentaires (Gaetz 2010). Une étude de 2013 sur la relation entre le financement fédéral et la réduction chronique de l'itinérance aux États-Unis montre qu'une augmentation de 1 dollar par habitant du financement fédéral pour les sans-abris est associée à une diminution de 1,80 personne du nombre de sans-abri chroniques par 100 000 habitants.(Moulton 2013).

Pour les collectivités des États-Unis, selon le modèle du continuum des soins (CoC), chaque continuum local coordonne chaque année une demande de financement unique et consolidée auprès du ministère du Logement et du Développement urbain. Le CoC local alloue les fonds reçus en fonction de l'application soumise, en mettant l'allocation des ressources entre les mains des agents locaux qui sont les plus familiers avec les défis et les opportunités locales.

Les collectivités peuvent obtenir du financement auprès de divers groupes - fédéral, fondation et privé. Les partenariats public-privé (PPP) ont pris de l'ampleur ces dernières années pour améliorer l'accès au logement. Bien que la recherche indique que les PPP ont été moins répandus en ce qui concerne le logement dans les contextes en développement, ils se sont révélés prometteurs. Les projets en Turquie, en Inde, au Kenya, au Zimbabwe et au Malawi « ont fonctionné plus efficacement lorsque l'accent était mis sur l'investissement privé plutôt que de confier les responsabilités du promoteur au gouvernement » dans des projets de logements publics (Ibem 2011). Kolkata, par exemple, a fait un virage important vers les PPP en 1994 lors de la mise en œuvre de sa politique nationale du logement. En ce qui concerne le logement abordable, les réglementations gouvernementales aident à réduire le prix de vente et à fixer des exigences de taille minimale (Sengupta 2006).

Pour identifier les logements appropriés pour les personnes sans domicile, les communautés doivent parfois faire preuve de créativité, établir des relations avec les propriétaires, tirer parti des logements sociaux et publics et explorer les partenariats locaux-nationaux et publics-privés. La Finlande a demandé aux municipalités de s'engager à produire de nouvelles unités de logement lorsqu'elles ont signé pour faire partie de PAAVO I & II. Dans certains cas, des organisations ont transformé des hôtels en logements avec services de soutien permanents ou ont établi des partenariats avec des sociétés privées de gestion pour convertir des complexes d'appartements en logements abordables et avec services de soutien. Dans ces derniers cas, les sociétés de gestion peuvent recevoir une incitation gouvernementale comme une remise de dette ou des rénovations subventionnées.

De nombreuses villes utilisent des bons de logement pour compléter les dépenses de location des clients. D'autres ont des ordonnances qui exigent de nouveaux développements pour réserver un pourcentage des unités à des prix « abordables » ; ce qui est considéré comme « abordable » diffère d'une ville à l'autre, mais est généralement basé sur les revenus moyens de toute la ville.

Les pays peuvent adopter des politiques de contrôle des loyers conçues pour maintenir le logement abordable et réguler le marché du logement. Par exemple, aux Pays-Bas où la réglementation des loyers couvre à peine 5% du parc locatif total, la politique fixe un loyer maximal pour les logements en fonction de la qualité du logement (Haffner, Elsinga and Hoekstra 2008). Les familles à faible revenu en Chine peuvent demander des subventions au loyer en plus des logements sociaux contrôlés par le loyer (Gurstein, Patten and Rao 2015). Ces politiques visent à protéger les locataires contre des hausses de loyer soudaines ou injustes qui pourraient les amener à perdre leur logement. En Inde, cependant, l'impact des politiques de contrôle des loyers est limité et peut conduire à une hausse des transactions locatives hors-livres (Kumar 2001).

À l'échelle mondiale, la prévalence du logement public et social est en train de diminuer, malgré l'augmentation des besoins. Même les endroits dotés de programmes de logement public robustes, comme Hong Kong et Singapour, luttent pour répondre à la demande croissante de la population (Gurstein, Patten and Rao 2015). En Amérique du Nord et en Europe, le logement public est orienté vers les groupes à faible revenu et marginalisés, et géré soit par des agences gouvernementales, soit par des associations de logement à but non lucratif. Les logements sociaux à faible revenu de la Chine sont divisés en trois catégories : la rénovation des logements insalubres, l'aménagement de logements abordables axés sur la propriété et les logements contrôlés par loyer avec des subventions locatives disponibles (Gurstein, Patten and Rao 2015). La stratégie du logement public du Nigeria peut être divisée de manière similaire, bien que le pays ait lutté avec la disponibilité de terrains appropriés pour construire de nouvelles unités et le financement nécessaire pour le faire ces dernières années (Ibem 2011).

Lacunes et opportunités

Ce serait une perte de temps et de ressources pour les dirigeants de lutter contre l'itinérance sans tirer les leçons des pays et des villes qui l'ont déjà fait avec succès. Nous avons montré que le succès consiste à nommer une cible claire et mesurable et à bâtir un système dont l'objectif à long terme est de mettre fin à l'itinérance plutôt que de la gérer. La prestation de services est plus efficace dans les villes où les services sont coordonnés, ciblés sur ceux qui en ont besoin et éclairés par des données évolutives sur ce qui fonctionne. Certaines approches de la prévention, de l'hébergement et des services d'urgence sont particulièrement efficaces lorsqu'elles sont intégrées dans le réseau global de services dans une ville, avec une contribution et une adaptation locales.

Pourtant, les facteurs menant à l'itinérance varient selon le lieu et même dans le temps, à mesure que les réalités économiques et politiques changent. En 2017, les villes d'Europe et d'Amérique latine font face à de nouveaux défis concernant les migrants sans-abri, et certaines villes des États-Unis travaillent à la gestion d'un nombre croissant de campements pour sans-abri. Les villes, en particulier dans les contextes en développement, font face à des augmentations spectaculaires de l'urbanisation et de la migration des zones rurales vers les zones urbaines. Au fur et à mesure que les solutions ciblent une sous-population, l'itinérance peut augmenter pour une autre. Community Solutions, qui dirige la campagne Built for Zero aux États-Unis, écrit que l'itinérance est un problème « complexe » plutôt que « technique » - un défi avec des caractéristiques telles que l'évolution constante de l'information et la propriété fragmentée. Les problèmes complexes ne constituent pas un ensemble d'instructions techniques ; leurs solutions résident plutôt dans la capacité des leaders à apprendre et à s'adapter.

La section précédente, « Stratégies efficaces pour un changement systémique », suggère plusieurs principes pour structurer une réponse à l'itinérance. Ce sont des stratégies que les gouvernements et les bailleurs de fonds devraient soutenir au niveau local. Cependant, il

existe des opportunités d'investir à l'échelle mondiale d'une manière qui aidera les villes partout dans le monde à faire ce travail. Voici nos recommandations sur les trois principaux domaines où des investissements sont nécessaires au niveau mondial pour aider les villes à accéder, adapter et tester des stratégies visant à réduire et à mettre fin à l'itinérance.

Identifiez ce qui fonctionne dans quelles conditions et pour qui.

Mettre fin à l'itinérance à l'échelle mondiale exigera de tisser ensemble ce que nous apprenons en tant que secteur, avec des connaissances locales sur les données, le contexte, et l'évolution des conditions sur le terrain. Il n'est pas toujours clair et évident de transférer une pratique efficace d'un contexte à un autre, et la recherche n'est pas toujours disponible sous des formes accessibles aux décideurs, aux bailleurs de fonds et aux praticiens. De plus, notre compréhension de ce qui est le plus efficace évoluera à mesure que plus de villes et de pays réussiront. Compte tenu de ces complexités, un inventaire statique des meilleures pratiques ne sera jamais une solution utile et toute base de données qui repose exclusivement sur des recherches formelles et publiées sera biaisée au niveau régional.

Au lieu de bibliothèques fixes, un système continu rigoureux est nécessaire pour identifier l'apprentissage entre les pays, le compiler et le partager dans des formats clairement organisés par des défis et des solutions faciles à lire et offerts dans les langues appropriées. Bien que cela puisse avoir un foyer en ligne, l'apprentissage devrait être activé régulièrement grâce à l'intégration de conférences et de réunions en personne et virtuelles, et à une stratégie de communication proactive. En plus de rassembler des recherches officielles évaluées par des pairs, des investissements sont nécessaires pour identifier des pratiques efficaces dans les régions où des recherches moins formelles sont disponibles.

Donner aux leaders une structure pour essayer et réviser des stratégies efficaces, et une façon de savoir ce qui fonctionne et où des changements doivent être faits.

Dans « Scaling Up Excellence », les professeurs de Stanford et les experts de Robert I. Sutton et Huggy Rao écrivent, « une bonne règle générale est de commencer par un modèle complet ou un prototype qui fonctionne ailleurs et de surveiller les signes des aspects du modèle qui ne fonctionnent pas et qui doivent être reconstruits, remplacés ou retirés » (Rao 2014). Les meilleures informations disponibles sur ce qui fonctionne dans différents contextes peuvent offrir aux villes un modèle pratique, idéalement pour une approche à l'échelle du système ou même pour un programme spécifique ou une partie du système de lutte contre l'itinérance.

Avec des modèles en main, les dirigeants ont besoin d'une structure dans laquelle appliquer, tester et réviser les modèles existants, et avoir accès à des experts qui peuvent compléter l'expertise de contenu et faire la lumière sur les adaptations qui pourraient être efficaces. Un effort global ajouterait de la valeur en fournissant la structure nécessaire à ce travail et en reliant les villes pour le faire ensemble. Cela impliquerait de travailler avec les villes pour définir un objectif commun, amener les acteurs à la même table, rassembler des données utiles et fiables pour évaluer rigoureusement les progrès et partager l'apprentissage avec d'autres villes dans un cadre facilité. Relier les villes à d'autres qui travaillent dans le même but et dans le même temps peut contribuer à renforcer la volonté politique, alors que les

dirigeants politiques de haut niveau s'engagent avec leurs pairs dans d'autres villes. Tout effort de ce type devrait inclure dans sa première phase des villes de divers contextes, pour recueillir des informations sur les adaptations qui ont le plus de succès dans les régions. Enfin, les leçons tirées de ce travail devraient être insérées dans le système en ligne et en personne de saisie des pratiques efficaces référencées ci-dessus.

Créer un sentiment d'urgence au niveau mondial

Enfin, un soutien est nécessaire pour faire ressortir l'urgence de l'itinérance dans les conversations à l'échelle mondiale, afin que les dirigeants des pays et des villes soient mieux à même de plaider en faveur de la résolution de ce problème chez eux. L'itinérance est un problème urgent. Dans les sections précédentes, nous avons vu les effets de l'itinérance sur la toxicomanie, la santé mentale, la violence, la santé physique et même la mortalité. Pourtant, bien que des agences mondiales existent pour aborder des sujets tels que les établissements informels et la réinstallation des réfugiés, les organisations politiques mondiales ont presque entièrement exclu l'itinérance de la rue du débat.

Par exemple, alors que les objectifs de développement durable des Nations Unies comprennent des indicateurs sur le pourcentage de personnes vivant dans des bidonvilles, aucun objectif ou indicateur de l'exclusion liée au logement ou à la rue n'est mentionné, alors que cela existe dans presque tous les pays. Le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) se concentre également sur les établissements humains. Des progrès ont été réalisés dans ce domaine, car l'ordre du jour de la troisième Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III) en octobre 2016 comportait une disposition sur l'itinérance : « Nous prendrons des mesures positives pour améliorer les conditions de vie des sans-abris dans le but de faciliter leur pleine participation à la société, de prévenir et d'éliminer l'itinérance, ainsi que de combattre et d'éliminer sa criminalisation ». Cependant, il reste du travail à faire pour que les personnes sans domicile ne soient pas laissées pour compte.

Conclusion

Si nous écrivons le même document dans dix ans, nous espérons qu'il sera très différent de celui-ci. On comprendra peut-être davantage la façon de prévenir l'itinérance ou la façon d'offrir des services d'urgence d'une manière plus rentable. Il y aura plus d'exemples documentés d'Asie, d'Amérique du Sud et d'Afrique. Plus important encore, il y aura tellement de villes et de pays qui auront profondément réduit et même mis fin à l'itinérance que notre tâche la plus difficile sera de déterminer de quoi il faut tirer parti. Nous sommes d'avis que les bailleurs de fonds ont un rôle à jouer pour y arriver. Il est clairement nécessaire de soutenir le travail au niveau mondial pour identifier et activer des stratégies efficaces qui fonctionnent dans tous les contextes, relier les villes et leur donner une structure pour appliquer des stratégies efficaces, apprendre et s'adapter et restaurer un sentiment d'urgence autour de l'itinérance comme une crise pour les individus et les communautés autour d'eux - et une que nous pouvons résoudre.

Bibliographie

- National Law Center on Homelessness & Poverty. "No Safe Place: The Criminalization of Homelessness in U.S. Cities." *National Law Center on Homelessness & Poverty*. July 16, 2014. https://www.nlchp.org/documents/No_Safe_Place (accessed 02 05, 2017).
- Abbas, Rameez, and Divya Varma. "Internal Labor Migration in India Raises Integration Challenges for Migrants." *Migration Policy Institute*. March 3, 2014. <http://www.migrationpolicy.org/article/internal-labor-migration-india-raises-integration-challenges-migrants> (accessed October 10, 2016).
- Anderson, Isobel. "Synthesizing Homelessness Research: Trends, Lessons and Prospects." *Journal of Community & Applied Social Psychology* 13, no. 2 (2003): 197-205.
- Arreola, Sonya, et al. "Sexual Stigma, Criminalization, Investment, and Access to HIV Services Among Men Who Have Sex with Men Worldwide." *AIDS and Behavior* 19, no. 2 (February 2015): 227-234.
- Ash, David, Cherrie Galletly, John Haynes, and Peter Braben. "Violence, Self-Harm, Victimization and Homelessness in Patients Admitted to an Acute Inpatient Unit in South Australia." *The International Journal of Social Psychiatry* 49, no. 2 (2003): 112-118.
- Baker, Charlene K, Kris A Billhardt, Joseph Warren, Chiquita Rollins, and Nancy E Glass. "Domestic violence, housing instability, and homelessness: A review of housing policies and program practices for meeting the needs of survivors." *Aggression and Violent Behavior* 16, no. 6 (November 2010): 430-439.
- Bassuk, Ellen L, Carmela J DeCandia, Alexander Tsertsivadze, and Molly K Richard. "The Effectiveness of Housing Interventions and Housing and Service Interventions on Ending Family Homelessness: a Systematic Review." *The American Journal of Orthopsychiatry* 84, no. 5 (2014): 457-474.
- Becker, Charles, S Joshua Mendelsohn, and Kseniya Benderskaya. "Russian urbanization in the Soviet and post-Soviet eras." *International Institute for Environment and Development*. November 2012. <http://pubs.iied.org/pdfs/10613IIED.pdf> (accessed October 28, 2016).
- Belanger, Yale, Olu Awosoga, and Gabrielle Weasel Head. "Homelessness, Urban Aboriginal People, and the Need for a National Enumeration." *Aboriginal Policy Studies* 2, no. 2 (2013): 3-33.
- Bharel, Monica, Wen-Chieh Lin, Jianying Zhang, Elizabeth O'Connell, Robert Taube, and Robin E Clark. "Health Care Utilization Patterns of Homeless Individuals in Boston: Preparing for Medicaid Expansion Under the Affordable Care Act." *American Journal of Public Health (PMC)* 102, no. Supplement 2 (2013): S311-S317.
- Bhunu, Claver P. "Homelessness and drug misuse in developing countries: A mathematical approach." *Communications in Nonlinear Science and Numerical Simulation* 19, no. 6 (2014): 1908-1917.
- Brusa, Paolo. "What's informal about the informal economy?" *Homeless in Europe Magazine*, December 28, 2007, Employment and Homelessness: A Challenge and an Opportunity ed.
- Brush, Barbara L, Laura Gultekin, and Elizabeth C Grim. "The Data Dilemma in Family Homelessness." *Journal of Health Care for the Poor and Underserved* 27, no. 3 (2016): 1046-1052.

- Bryant, Lyndall, and Chris Eves. "The link between infrastructure charges and housing affordability in Australia: where is the empirical evidence?" *Australian Planner* 51, no. 4 (January 2014): 307-317.
- Canada Mortgage and Housing Corporation. *Research Highlight: Applicability of a Continuum of Care Model to Address Homelessness*. Research Highlight, Ottawa: Canada Mortgage and Housing Corporation, 2003.
- Castellanos, HD. "The Role of Institutional Placement, Family Conflict, and Homosexuality in Homelessness Pathways Among Latino Lgbt Youth in New York City." *Journal of Homosexuality* (Routledge: Taylor & Francis Group) 63, no. 5 (2016): 601-632.
- Cheung, Angela M, and Stephen W Hwang. "Risk of death among homeless women: a cohort study and review of the literature." *Canadian Medical Association Journal* 170, no. 8 (2004): 1243-1247.
- Christensen, Julia. "'They Want a Different Life': Rural Northern Settlement Dynamics and Pathways to Homelessness in Yellowknife and Inuvik, Northwest Territories." *The Canadian Geographer / Le Géographe Canadien* 56, no. 4 (2012): 419-438.
- Christensen, Richard C, Candace C Hodgkins, Lorrie Garces, Kathleen L Estlund, David M Miller, and Reginald Touchton. "Homeless, mentally ill and addicted: The need for abuseand trauma services." *Journal of Health Care for the Poor and Underserved* 16, no. 4 (2005): 615-622.
- Collins, Susan E, et al. "Project-Based Housing First for Chronically Homeless Individuals With Alcohol Problems: Within-Subjects Analyses of 2-Year Alcohol Trajectories." *American Journal of Public Health* 102, no. 3 (2012): 511-519.
- Crane, Maureen. "The Mental Health Problems of Elderly People Living on London's Streets." *International Journal of Geriatric Psychiatry* 9, no. 2 (1994): 87-95.
- Cross, Catherine, John Seager, Johan Erasmus, Cathy Ward, and Michael O'Donovan. "Skeletons at the Feast : a Review of Street Homelessness in South Africa and Other World Regions." *Development Southern Africa* 27, no. 1 (2010): 5-20.
- Culhane, Dennis P, Stephen Metraux, and Thomas Byrne. "A Prevention-Centered Approach to Homelessness Assistance: A Paradigm Shift?" *Housing Policy Debate* 21, no. 2 (June 2010): 295-315.
- De-Graft Aikins, Ama, and Angela L Ofori-Atta. "Homelessness and Mental Health in Ghana." *Journal of Health Psychology* 12, no. 5 (2007): 761-778.
- Dilip, Diwakar G. "Life on Streets: Health and Living Conditions of Children in Delhi." In *Marginalization in Globalizing Delhi: Issues of Land, Livelihoods and Health*, edited by Sanghmitra S. Acharya, Sucharita Sen, Milap Punia and Sunita Reddy, 349-368. New Delhi: Springer India, 2017.
- Donley, Amy M. "Sunset Years in Sunny Florida: Experiences of Homelessness Among the Elderly." *Care Management Journals : Journal of Case Management ; the Journal of Long Term Home Health Care* 11, no. 4 (2010): 239-244.
- Durso, Laura E, and Gary J Gates. *Serving Our Youth: Findings from a National Survey of Service Providers Working with Lesbian, Gay, Bisexual, and Transgender Youth who are Homeless or At Risk of Becoming Homeless*. Prod. The Williams Institute with True Colors Fund and The Palette Fund. Los Angeles, 2012.
- European Action Coalition for the Right to Housing and to the City. "Resisting Evictions Across Europe." *Rosa Luxemburg Brussels Office*. March 30, 2016.

- <http://www.rosalux.eu/publications/resisting-evictions-across-europe/?L=0>
(accessed November 2, 2016).
- Farha, Leilani. "End-of-visit press statement, New Delhi, India, 22 April 2016." Press Statement, Human Rights Office of the High Commissioner, United Nations, New Delhi, 2016.
- . "Report of the Special Rapporteur on adequate housing as a component of the right to an adequate standard of living, and on the right to non-discrimination in this context." *United Nations Human Rights Council Office of the High Commissioner*. December 30, 2016. <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G15/294/52/PDF/G1529452.pdf?OpenElement> (accessed October 18, 2016).
- Fazel, Seena, Vivek Khosla, Helen Doll, and John Geddes. "The Prevalence of Mental Disorders among the Homeless in Western Countries: Systematic Review and Meta-Regression Analysis." *PLoS Medicine* 5, no. 12 (December 2008): e225.
- Fischer, Sean N, Marybeth Schinn, Patrick Shrout, and Sam J Tsemberis. "Homelessness, Mental Illness, and Criminal Activity: Examining Patterns Over Time." *American Journal of Community Psychology* 42, no. 3-4 (January 2009): 251-265.
- Fischer, Sean, Marybeth Shinn, Patrick Shrout, and Sam J Tsemberis. "Homelessness, Mental Illness, and Criminal Activity: Examining Patterns Over Time." *American Journal of Community Psychology* 42 (2008): 251-265.
- Fundación San Martín de Porres. *Multiple barriers, multiple solutions: Inclusion into and through employment for people who are homeless in Europe*. Annual Report, European Federation of National Organisations Working with the Homeless, 2007.
- Gaetz, Stephen. "The Struggle to End Homelessness in Canada: How we Created the Crisis, and How We Can End it." *The Open Health Services and Policy Journal* 3 (2010): 21-26.
- Gërzhani, Klarita. "The Informal Sector in Developed and Less Developed Countries." *Public Choice* 120, no. 3 (2004): 267-300.
- Gibbs, Adam. "Coordinated Assessment and Housing Placement System Overview." *Community Solutions*. February 20, 2015. <https://cmtysolutions.org/blog/housing-system-built-zero> (accessed 02 02, 2017).
- Gilders, Ian. "Violence in the Community—a Study of Violence and Aggression in Homelessness and Mental Health Day Services." *Journal of Community & Applied Social Psychology* 7, no. 5 (1997): 377-387.
- Gottesman, Michael D. "End Game: Understanding the Bitter End of Evictions." *Student Scholarship Papers*. Yale Law School Legal Scholarship Repository. August 2007. http://digitalcommons.law.yale.edu/student_papers/48/ (accessed January 6, 2017).
- Greater London Authority. "Rough sleeping in London (CHAIN reports)." *London Datastore*. February 2, 2017. <https://data.london.gov.uk/dataset/chain-reports> (accessed 02 09, 2017).
- Gurstein, Penny, Kristen Patten, and Prajna Rao. *The Future of Public Housing: Trends in Public Housing Internationally*. Research Summary, School of Community and Regional Planning, 2015.

- Haffner, Mariette, and Harry Boumeester. "Housing affordability in the Netherlands: the impact of rent and energy costs." *Journal of Housing and the Built Environment* 30, no. 2 (June 2015): 293-312.
- Haffner, Mariette, Marja Elsinga, and Joris Hoekstra. "Rent Regulation: The Balance between Private Landlords and Tenants in Six European Countries." *International Journal of Housing Policy* 8, no. 2 (2008): 213-233.
- Hsieh, Elaine. "Surviving Violence in Everyday Life: a Communicative Approach to Homelessness." *Social Work in Public Health*, 2016: 1-12.
- Hud Exchange. *Homeless Management Information System*.
<https://www.hudexchange.info/programs/hmis/> (accessed 02 02, 2017).
- Human Rights Law Centre. "Search News Torture and cruel treatment: 77 organisations slam Australia's declining standards." *Human Rights Law Centre*. October 16, 2014.
<https://www.hrlc.org.au/news/catreport> (accessed 02 06, 2017).
- Human Rights Watch. "Clear the Filth: Mass Evictions and Demolitions in Zimbabwe." *Human Rights Watch*. September 11, 2005.
<https://www.hrw.org/sites/default/files/reports/zimbabwe0905.pdf> (accessed 12 10, 2016).
- Hwang, Stephen W. "Mortality Among Men Using Homeless Shelters in Toronto, Ontario." *JAMA* 283, no. 16 (2000): 2152-2157.
- Ibem, Eziyi Offia. "The contribution of Public-Private Partnerships (PPPs) to improving accessibility of low-income earners to housing in southern Nigeria." *Journal of Housing and the Built Environment* 26, no. 2 (2011): 201-217.
- Jiang, Ying, and Minglei Guo. "Utilization of Health Services and Health-Related Quality of Life Research of Rural-to-Urban Migrants in China: a Cross-Sectional Analysis." *Social Indicators Research: an International and Interdisciplinary Journal for Quality-of-Life Measurement* 120, no. 1 (2015): 277-295.
- Johnson, Guy, and Chris Chamberlain. "Homelessness and substance abuse: Which comes first?" *Australian Social Work* (Routledge) 61, no. 4 (2008): 342-356.
- johnson, kat. *a book*. ASJDHAKSDH: askjdhaskjdh, 541321233.
- Johnson, Timothy P, Sally A Freels, Jennifer A Parsons, and Jonathan B Vangeest. "Substance Abuse and Homelessness: Social Selection Or Social Adaptation?" *Addiction* 92, no. 4 (1997): 437-445.
- Jones, Anwen, and Nicholas Pleace. *A Review of Single Homelessness in the UK 2000-2010*. Review, London: Crisis UK and the University of York, 2010.
- Jordan, Lucinda. "Spaces of Trauma: Young People, Homelessness and Violence." *Youth Studies Australia* 31, no. 4 (2012): 11-17.
- Kaida, Naoko, and Miah M Tofail. "Rural-urban Perspectives on Impoverishment Risks in Development-Induced Involuntary Resettlement in Bangladesh." *Habitat International* 50 (2015): 73-79.
- "Applying a Human Rights-Based Approach to Homelessness: from Theory to Practice." In *Mean Streets: A Report on the Criminalization of Homelessness in Europe*, by Padraic Kenna and Guillem Fernández Evangelista, 33-52. Brussels: European Federation of National Associations Working with the Homeless AISBL, 2013.
- Keuroghlian, Alex S, Derri Shtasel, and Ellen L Bassuk. "Out on the Street: a Public Health and Policy Agenda for Lesbian, Gay, Bisexual, and Transgender Youth Who Are Homeless." *The American Journal of Orthopsychiatry* 84, no. 1 (2014): 66-72.

- Kirkpatrick, Helen, and Carolyne Byrne. "A Narrative Inquiry: Moving on from Homelessness for Individuals with a Major Mental Illness." *Journal of Psychiatric and Mental Health Nursing* 16, no. 1 (2009): 68-75.
- Kuhn, Randall, and Dennis P Culhane. "Applying Cluster Analysis to Test a Typology of Homelessness by Pattern of Shelter Utilization: Results from the Analysis of Administrative Data." *American Journal of Community Psychology* 26, no. 2 (1998): 207-232.
- Kumar, Sunil. *Social Relations, Rental Housing Markets & the Poor in Urban India*. London: Department of Social Policy, London School of Economics & Political Science, 2001.
- Lalonde, François, and Louise Nadeau. "Risk and Protective Factors for Comorbid Posttraumatic Stress Disorder among Homeless Individuals in Treatment for Substance-Related Problems." *Journal of Aggression, Maltreatment & Trauma* 21, no. 6 (2012): 626-645.
- Lincoln, Alisa K, Sara Platcha-Elliott, and Dennis Espejo. "Coming In: an Examination of People with Co-Occurring Substance Use and Serious Mental Illness Exiting Chronic Homelessness." *American Journal of Orthopsychiatry* 79, no. 2 (2009): 236-243.
- Lipton, Frank R., Carole Siegal, Anthony Hannigan, Judy Samuels, and Sherryl Baker. "Tenure in Supportive Housing for Homeless Persons With Severe Mental Illness." *Psychiatric Services* 51, no. 4 (2000): 479-486.
- Long, Susan M. "Navigating Homelessness and Navigating Abuse: How Homeless Mothers Find Transitional Housing While Managing Intimate Partner Violence." *Journal of Community Psychology* 43, no. 8 (2015): 1019-1035.
- Mahamallik, Motilal. *Why Re-defining Homelessness and Responding to Census Data Should Inform Homeless Policy in India*. Centre for Equity Studies. June 13, 2016. <http://www.ihrn.org.in/blog/Why-Re-defining-Homelessness--and-Responding-to-Census-Data-Should-Inform-Homeless-Policy-in-India> (accessed November 11, 2016).
- Manzoni, Chiara. "Should I stay or should I go? Why Roma migrants leave or remain in nomad camps." *Ethnic and Racial Studies*, 05 2014: 1-18.
- Marković, Mirjana Radović. *Impact of globalization on organizational culture, behavior and gender role*. Charlotte: Information Age Pub, 2012.
- McAll, Christopher, Pierre-Luc Lupien, Marcio Gutiérrez, Aimée Fleury, Amélie Robert, and Antoine Rode. "'Existing' in the eyes of others: the impact of the Montreal At-Home project after 18 months, from the participants' point of view." *CREMIS/Centre affilié universitaire CSSS Jeanne-Mance*. 11 10, 2013. http://www.cremis.ca/sites/default/files/rapports-de-recherche/at-home_18_month_report_3.4_2013_11_10_mcall_et_al.pdf (accessed 10 21, 2016).
- McCatty, Machel. *The Process of Rural-Urban Migration in Developing Countries*. Ottawa, May 11, 2004.
- McDonald, Sharyn. "Social partnerships addressing affordable housing and homelessness in Australia." *International Journal of Housing Markets and Analysis* 7, no. 2 (2014): 232-218.
- Medicine Hat Community Housing Society. "At Home In Medicine Hat: Our Plan to End Homelessness." *Homelessness & Housing Development*. January 2014. <http://production.mhchs.ca/static/main-site/files/housing-development/Refocused-Plan-to-end-Homelessness.pdf> (accessed 02 02, 2017).

- Meth, Paula. "Rethinking the 'domus' in Domestic Violence: Homelessness, Space and Domestic Violence in South Africa." *Geoforum* 34, no. 3 (2003): 317-327.
- Miller, Katy. "Using Shelter Strategically to End Homelessness." *United States Interagency Council on Homelessness*. April 01, 2016. <https://www.usich.gov/news/using-shelter-strategically-to-end-homelessness> (accessed 02 02, 2017).
- Ministry of Housing and Urban Poverty Alleviation. "Scheme of Shelters for Urban Homeless." *National Urban Livelihoods Mission*. December 13, 2013. http://nulm.gov.in/PDF/NULM_Mission/NULM-SUH-Guidelines.pdf (accessed 02 02, 2017).
- Miyandazi, Victoria. *Forced Evictions and Demolition of Informal Settlements in Kenya*. November 19, 2015. <http://ohrh.law.ox.ac.uk/forced-evictions-and-demolition-of-informal-settlements-in-kenya/> (accessed October 15, 2016).
- Mosley, Jennifer E. "Keeping the lights on: How government funding concerns drive the advocacy agendas of nonprofit homeless service providers." *Journal of Public Administration Research and Theory* 22, no. 4 (2012): 841-866.
- Moulton, Shawn. "Does Increased Funding for Homeless Programs Reduce Chronic Homelessness?" *Southern Economic Journal* 79, no. 3 (January 2013): 600-620.
- Moya, Ana. "Repairing a rural-urban continuum: cinema as a witness." In *Aspects of Urbanization in China: Shanghai, Hong Kong, Guangzhou*, edited by Gregory Bracken, 79-100. Amsterdam: Amsterdam University Press, 2012.
- National Alliance to End Homelessness. "Coordinated Assessment Toolkit." *National Alliance to End Homelessness*. August 28, 2013. <http://www.endhomelessness.org/library/entry/coordinated-assessment-toolkit> (accessed 02 02, 2017).
- . "End Veteran Homelessness." *National Alliance to End Homelessness*. July 2016. http://www.endhomelessness.org/page/-/files/End%20Veteran%20Homelessness_Final.pdf (accessed 02 02, 2017).
- . "Fact Sheet: What is a Continuum of Care?" *National Alliance to End Homelessness*. January 14, 2010. <http://www.endhomelessness.org/library/entry/fact-sheet-what-is-a-continuum-of-care> (accessed 02 02, 2017).
- National Law Center on Homelessness & Poverty. "Housing Not Handcuffs: Ending the Criminalization of Homelessness in U.S. Cities." *National Law Center on Homelessness & Poverty*. 2016. <https://www.nlchp.org/documents/Housing-Not-Handcuffs> (accessed 01 23, 2017).
- National Low Income Housing Coalition. "Out of Reach 2016: No Refuge for Low Income Renters." *National Low Income Housing Coalition*. May 25, 2016. <http://nlihc.org/oor> (accessed 02 07, 2017).
- Netto, Gina. "Vulnerability to Homelessness, Use of Services and Homelessness Prevention in Black and Minority Ethnic Communities." *Housing Studies* 21, no. 4 (2006): 581-601.
- Nichols, Naomi, and Carey Doberstein, . *Exploring Effective Systems Responses to Homelessness*. Toronto: The Homeless Hub Press, 2016.
- O'Connell, James J. *Premature mortality in homeless populations: A review of the literature*. Literature Review, Nashville: National Health Care for the Homeless Council, Inc., 2005, 19.

- Office of the High Commissioner. "The right to adequate housing: A major commitment of the Habitat Agenda." *United Nations Centre for Human Settlements*. May 2001. <http://www.un.org/ga/Istanbul+5/hr.PDF> (accessed 01 01, 2017).
- Office of the Mayor of London. "Homes for London: The London Housing Strategy 2014." June 2014. http://www.london.gov.uk/sites/default/files/Draft%20London%20Housing%20Strategy%20April%202014_0.pdf (accessed 12 16, 2016).
- Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights. "End-of-visit press statement, New Delhi, India." *HLRN, Housing and Land Rights in India: Status Report for Habitat III, Annexure 3*. Web. New Delhi, April 22, 2016.
- Patrick, Caryl. *Aboriginall Homelessness in Canada: A Literature Review*. Toronto: Canadian Homelessness Research Network Press, 2014.
- Pearson, Geraldine S, and Sheila Linz. "Linking Homelessness With Mental Illness." *Perspectives In Psychiatric Care* 47, no. 4 (2011): 165-166.
- Pleace, Nicholas, Dennis Culhane, Riita Granfelt, and Marcus Knutagård. *The Finnish Homelessness Strategy: An International Review*. Review, Helsinki: Ministry of the Environment, 2015.
- Pleace, Nicholas, Marcus Knutagård, Dennis P Culhane, and Riita Granfelt. *The Strategic Response to Homelessness in Finland: Exploring Innovation and Coordination within a National Plan to Reduce and Prevent Homelessness*. Government Report, Canadian Observatory on Homelessness, 2016.
- Ploeg, Jenny, Lynda Hayward, Christel Woodward, and Riley Johnston. "A Case Study of a Canadian Homelessness Intervention Programme for Elderly People." *Health & Social Care in the Community* 16, no. 6 (2008): 593-605.
- Population Reference Bureau. "Human Population: Urbanization." *Population Reference Bureau*. July 2009. <http://www.prb.org/Publications/Lesson-Plans/HumanPopulation/Urbanization.aspx> (accessed 02 06, 2017).
- Poremski, Daniel, Rob Whitley, and Eric Latimer. "Barriers To Obtaining Employment For People With Severe Mental Illness Experiencing Homelessness." *Journal Of Mental Health* 23, no. 4 (2014): 181-185.
- Rajala, Liisa. *Even Employment Doesn't Prevent Homelessness*. March 17, 2016. <http://www.nhbr.com/March-18-2016/Even-employment-doesnt-prevent-homelessness/> (accessed October 20, 2016).
- Rao, Robert I. Sutton and Huggy. *Scaling Up Excellence: Getting to More Without Settling for Less*. New York, New York: Crown Publishing Group, 2014.
- Richter, Tim. "Fights for the 'right to camp' will harm more than help: homeless need a home, not a tent." *The National Post*. July 1, 2015. <http://news.nationalpost.com/full-comment/tim-richter-fights-for-the-right-to-camp-will-harm-more-than-help-homeless-need-a-home-not-a-tent> (accessed 02 02, 2017).
- Ritter, Alison, and Jacqui Cameron. "A review of the efficacy and effectiveness of harm reduction strategies for alcohol, tobacco and illicit drugs." *Drug & Alcohol Review* 25, no. 6 (November 2006): 611-624.
- Roberston, Marjorie, Natalie Harris, Nancy Fritz, Rebecca Noftsinger, and Pamela Fischer. "Rural Homelessness." *U.S. Department of Housing and Urban Development Office of Policy Development and Research*. December 31, 2008.

- <https://www.huduser.gov/portal/publications/homeless/p8.html> (accessed 02 06, 2017).
- Rosa, Anderson da Silva, and Ana Cristina Passarella Bretas. "Violence in the lives of homeless women in the city of São Paulo, Brazil." *Interface - Comunicação, Saúde, Educação* 19, no. 53 (June 2015): 275-285.
- Rowe, Michael, Bret Kloos, Matt Chinman, Larry Davidson, and Anne B Cross. "Homelessness, Mental Illness and Citizenship." *Social Policy & Administration* 35, no. 1 (2001): 14-31.
- Scheider, Katie. "Calgary's SORCE of help opens again after closing due to flood." *Calgary Sun*. September 19, 2013. <http://www.calgarysun.com/2013/09/19/calgarys-sorce-of-help-opens-again-after-closing-due-to-flood> (accessed 02 02, 2017).
- Schneider, Friedrich, Andreas Buehn, and Claudio E Montenegro. "Shadow Economies All over the World: New Estimates for 162 Countries from 1999 to 2007." World Bank Policy Research Working Paper No. 5356, 2010.
- Seiji, Hayashi. *How Health and Homelessness Are Connected—Medically*. Atlantic Media Company. January 25, 2016.
<http://www.theatlantic.com/politics/archive/2016/01/how-health-and-homelessness-are-connectedmedically/458871/> (accessed October 28, 2016).
- Sengupta, Urmi. "Government intervention and public-private partnerships in housing delivery in Kolkata." *Habitat International* 30, no. 3 (2006): 448-461.
- Shelton, Jama. "Transgender Youth Homelessness: Understanding Programmatic Barriers Through the Lens of Cisgenderism." *Children and Youth Services Review* 59 (2015): 10-18.
- Shier, Michael L, Marion E Jones, and John R Graham. "Employment Difficulties Experienced by Employed Homeless People: Labor Market Factors That Contribute to and Maintain Homelessness." *Journal of Poverty* 16, no. 1 (2012): 27-47.
- Singh, Ranvir. "Disrupted Megacities and Disparities in Health Care." In *Marginalization in Globalizing Delhi Issues of Land, Livelihoods and Health*, edited by Sanghmitra S. Acharya, Sucharita Sen, Milap Punia and Sunita Reddy, 273-289. New Delhi: Springer India, 2017.
- Speak, Suzanne, and Graham Tipple. "Perceptions, Persecution and Pity: the Limitations of Interventions for Homelessness in Developing Countries." *International Journal of Urban and Regional Research* 30, no. 1 (2006): 172-188.
- Springer, Simon. "Homelessness in Cambodia: The terror of gentrification." In *The Handbook of Contemporary Cambodia*, edited by Simon Springer and Katherine Brickell, 234-244. London: Taylor & Francis, 2016.
- Swain, Jeremy. *Beg to differ*. September 2, 2003.
<https://www.theguardian.com/society/2003/sep/03/comment> (accessed 02 27, 2017).
- Swick, Kevin J. "The Dynamics of Violence and Homelessness Among Young Families." *Early Childhood Education Journal* 36, no. 1 (2008): 81-85.
- The Homeless Hub. "Causes Of Homelessness." *The Homeless Hub*. 2013.
<http://homelesshub.ca/about-homelessness/homelessness-101/causes-homelessness> (accessed 02 05, 2017).

- "Rapid Re-Housing." *The Homeless Hub*. 2016.
<http://homelesshub.ca/solutions/housing/rapid-re-housing> (accessed January 23, 2017).
- "Strategies for Ending Homelessness: Prevention." *The Homeless Hub*.
<http://homelesshub.ca/solutions/prevention> (accessed 02 02, 2017).
- The Times of India. "Population of homeless in rural India dips." *The Times of India*,
December 7, 2013: Web.
- Tipple, Graham, and Suzanne Speak. "Definitions of homelessness in developing countries."
Habitat International 29, no. 2 (2005): 337-352.
- U.S Department of Veterans Affairs Office of Media Relations. "Veteran homelessness cut
nearly half, down 47 percent since 2010." *Vantage Point: Official Blog of the U.S.
Department of Veterans Affairs*. August 1, 2016.
<http://www.blogs.va.gov/Vantage/29697/federal-agencies-announce-veteran-veteran-homelessness-cut-nearly-half-down-47-percent-since-2010-cut-more-than-half-since-2010/> (accessed 02 02, 2017).
- U.S. Department of Housing and Urban Development. "Rapid Re-Housing Brief." *HUD
Exchange*. July 2014. <https://www.hudexchange.info/resource/3891/rapid-re-housing-brief/> (accessed January 23, 2017).
- United Nations Human Rights Council Office of the High Commissioner. "Discrimination
and Violence against Individuals Based on their Sexual Orientation and Gender
Identity." June 1, 2015.
http://www.ohchr.org/Documents/Issues/Discrimination/LGBT/A_HRC_29_23_On_e_pager_en.pdf (accessed October 5, 2016).
- United States Interagency Council on Homelessness. "Searching Out Solutions: Constructive
Alternatives to the Criminalization of Homelessness." Government Report,
Washington, D.C., 2012.
- Vangeest, Jonathan B, and Timothy P Johnson. "Substance Abuse and Homelessness: Direct
or Indirect Effects?" *Annals of Epidemiology* 12, no. 7 (2002): 455-461.
- Weeks, Sindiso Mnisi. "'Take Your Rights Then And Sleep Outside, On The Street': Rights,
Fora, and the Significance of Rural South African Women's Choices." *Wisconsin
International Law Journal* 29, no. 2 (2012): 288-219.
- Weich, Scott, and Glyn Lewis. *Poverty, Unemployment, and Common Mental Disorders:
Population Based Cohort Study*. July 11, 1998.
<http://www.bmj.com/content/317/7151/115> (accessed October 12, 2016).
- Whaley, Arthur L. "Brief Report: Demographic and Clinical Correlates of Homelessness
Among African Americans with Severe Mental Illness." *Community Mental Health
Journal* 38, no. 4 (August 2002): 327-338.
- Wood, Michelle, Jennifer Turnham, and Gregory Mills. "Housing affordability and family
well-being: Results from the housing voucher evaluation." *Housing Policy Debate* 19,
no. 2 (2008): 367-412.
- World Health Organization. "Mental health, poverty and development." *ECOSOC Meeting:
Addressing noncommunicable diseases and mental health*. June 2009.
- Yates, Judith. "Australia's Housing Affordability Crisis." *Australian Economic Review* 41, no.
2 (2008): 200-214.

- Yeboah, Ian E.A., Samuel N.A. Codjoe, and John K Maingi. "Emerging Urban System Demographic Trends: Informing Ghana's National Urban Policy and Lessons for Sub-Saharan Africa." *Africa Today* (Indiana University Press) 60, no. 1 (2013): 99-124.
- Zakim, Deena A. "Housing Over Handcuffs: The Criminalization of Homelessness in Hungary." *Suffolk Transnational Law Review* 37, no. 1 (2014): 135-173.